



Un problème de motivation

page A5

Yves Boisvert



Cinéma

Magnolia décroche l'Ours d'or à Berlin

page B8

Cyberpresse

Les sports d'hiver bien branchés

page A22

Auto

Le pneu Pirelli P Zero Rosso: confort et performance

page C1

SPÉCIAL 499\$

50 POINTS DE DIAMANTS

OR 14k



BOUTIQUE le roy

Une seule adresse

7139, rue ST-HUBERT

(coin Jean-Jalou)

(514) 277-3127

www.bijouterieleroy.com

Le PLQ veut rapatrier huit milliards d'Ottawa

MARTIN PELCHAT
HULL

Souvent accusés de ne pas avoir de position constitutionnelle, les libéraux de Jean Charest ont répliqué hier en livrant les grandes lignes d'une nouvelle plateforme à l'enseignement de la « cogestion », qui fera une priorité de la récupération de points d'impôts fédéraux, à hauteur d'au moins huit milliards, et de la conclusion d'ententes administratives avec Ottawa dans des secteurs comme l'environnement, les télécommunications et le rôle du Québec sur la scène internationale.

Dressé au dernier jour d'un conseil général à Hull par le député Benoît Pelletier, le menu comprend également l'obtention d'un droit de veto, la reconnaissance constitutionnelle de la spécificité linguistique, culturelle, institutionnelle,

Voir **LE PLQ** en A2



Réinventer notre

AVENIR

Des idées pour sortir du cul-de-sac

Alain Dubuc

Le mur canadien

Dans le troisième d'une série de huit éditoriaux, Alain Dubuc nous dit que les fédéralistes modérés, principales victimes de la fermeture canadienne, sont eux aussi piégés par leur passé.

A lire en page B3

250 millions pour les jeunes

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

C'est plus de 250 millions de dollars d'engagements répartis sur trois ans qui seront mis sur la table par le gouvernement Bouchard dans le cadre du Sommet de la Jeunesse cette semaine. Mais il faudra examiner à la loupe ces promesses car plusieurs d'entre elles se financeront à même les budgets existants des ministères.

La Presse a colligé depuis quelques jours les informations filtrant des ministères au sujet du sommet qui débute demain soir par un « forum » sur les problèmes des jeunes. La secrétaire du Sommet, la sous-ministre Diane Gaudet, a reçu pour 800 millions \$ de demandes de toutes sortes que Québec a soumise à un vigoureux élagage.

Le ministère de l'Emploi a mis de l'avant un stage destiné à favoriser l'obtention d'un premier emploi. Selon le document du 19 janvier du ministère de l'Emploi, on pense créer 5000 places de stage pour les étudiants des secteurs techniques au collégial ou du premier cycle universitaire qui ne

Voir **250 MILLIONS** en A2

■ Autres textes en page A8

Nouveau premier ministre en C.-B.



PHOTO REUTERS

Élu au premier tour chef du NPD de Colombie-Britannique hier à Vancouver, Ujjal Dosanjh est devenu ainsi de facto le premier ministre de la province et le premier Indo-Canadien à occuper un tel poste. Il a indiqué qu'il n'était pas pressé de déclencher des élections provinciales, mais qu'il voulait plutôt refaire l'unité de son parti secoué par les scandales et redonner un élan progressiste au gouvernement. M. Dosanjh succède à Glen Clark qui a démissionné à la suite d'un scandale impliquant une maison de jeux.

À lire en page A12

Le nouveau CHUM déroge au plan d'urbanisme dans la Petite-Patrie

BRUNO BISSON

La construction d'un CHUM unifié sur l'emplacement choisi par le gouvernement du Québec déroge à toutes les lignes directrices et règles d'aménagement du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal dans le quartier de la Petite-

Patrie. Une lecture approfondie du plan directeur de l'arrondissement Rosemont révèle en effet que tout sépare le projet d'aménagement de ce quartier central de Montréal, adopté en 1992 après presque cinq ans d'études et de consultations, du projet de construction d'un superhôpital de

850 millions, préparé à toute vapeur, et sans l'ombre d'une consultation, pour le compte du ministère de la Santé, l'automne dernier.

Non seulement ce projet fort critiqué remet-il en question la

Voir **LE NOUVEAU** en A2

D'Amours rêve de transformer Desjardins

LAURIER CLOUTIER

Alban D'Amours a rêvé un jour de présider le Mouvement Desjardins et a cultivé ce fruit. Il a des projets précis pour le transformer en la meilleure institution financière du Québec, dit-il, au cours de sa première interview après son élection, samedi soir.

Il en fera part d'abord au conseil d'administration du 25 mars, à son entrée en fonction, et ne pourra les étaler tous sur la place publique. Il veut rallier les forces vives et faire de Desjardins une coopérative financière moderne de classe mondiale. Il veut des partenariats internationaux pour Desjardins, « mais pas au détriment de sa mission de base : participer au développement des gens et des communautés d'ici ».



Alban D'Amours

Joint chez lui, hier, avant son départ pour des vacances bien méritées, Alban D'Amours sortait de six longs tours de scrutin qui l'ont mené à la succession de Claude Béland. Il va présider dans la continuité, dit-il, et plusieurs le considèrent d'ailleurs comme un clone du président sortant.

Claude Béland a fêté la victoire d'Alban D'Amours avec lui et sa famille et n'a pas caché entretenir d'excellentes relations avec son successeur, dont il vante la compétence, l'intégrité et les valeurs coopératives. « Il m'avait choisi et je travaille avec lui depuis longtemps », dit Alban D'Amours.

Peu après son élection et une longue journée stressante, Alban D'Amours avait encore des tremolos dans la voix. En conférence de presse, il maîtrisait déjà la situation.

Dès le premier tour, « c'était peut-être de la présomption », mais il avait le sentiment de partir

Voir **D'AMOURS** en A2

■ Autre texte en page B1

Derrière la vitrine



Nathalie Petrowski

rencontre

DICK WALSH

Pendant les grands froids de janvier, quand le mercure tombait chaque jour comme une condamnation, je n'ai rencontré qu'un seul Québécois qui était heureux comme un pinson. Un seul qui s'émerveillait à chaque matin de la blancheur de l'hiver, de la pureté de son air glacé. Ce Québécois né à Donncona et expatrié depuis quatre ans à New York, s'appelle Dick Walsh.

Si son nom ne vous dit rien, rappelez-vous le mariage de Céline Dion. Pas celui de Vegas avec les chameaux et les danseuses du ventre. Plutôt celui de Montréal qui, de la basilique Notre-Dame s'est déplacé jusqu'à l'hôtel Omni où, 48 heures avant la cérémonie, Dick

Walsh a fait changer les 3200 ampoules blanches des huit salles de réception pour 3200 ampoules bleues avant de vider l'entrepôt de roses de Drummondville afin qu'une débauche de roses blanches dressées en corridors, en haies et en boules descendant du plafond accueillent les invités.

Après un événement aussi féérique qui portait l'indéniable marque du consultant visuel montréalais, Dick Walsh croyait qu'il était parti pour la gloire. Il n'en fut rien. Pendant six mois après le mariage de Céline, son téléphone resta silencieux. Tant et si bien que n'ayant plus rien à perdre, l'ex-étalagiste en chef d'Eaton plia bagages et prit le risque, à 40 ans, de recommencer sa vie dans la « Grosse Pomme ».

Quatre ans plus tard, Dick Walsh

est une star à sa manière à New York. Associé à Susan Bartsch, l'ex de Mick Jagger, organisatrice des fêtes des gens riches et célèbres, il eut l'idée folle en 1997 de tenir la grande fête des Grammys dans le grand magasin Barneys de New York dont il vida le premier étage et le sous-sol en trois heures.

Depuis, le travail ne manque pas. Dick Walsh a fait les vitrines des magasins Sony au coeur de Manhattan, travaillé pour Ru Paul, le porte-parole des produits de maquillage Mac, qui lui a présenté la chanteuse Cher à qui il sert à l'occasion de conseiller et de confident. Bref, s'il ne s'ennuyait pas tant de Montréal, de la neige et de sa mère, Dick Walsh serait le plus comblé des hommes.

■ À lire, l'entrevue en page A9



PHOTO BERNATD BRAULT, La Presse

Dick Walsh

INDEX

Petites annonces
- index C8
- immobilier C7, C8
- marchandises C8
- emplois C8
- automobile C9, C10

- affaires B5
Arts et spectacles B8 à B12
- horaire spectacles B9
- horaire télévision B9
- cinéma maison B9

Bandes dessinées C8
Bridge C10
Décès C11
Économie B1, B4 à B7
Éditorial B2
Êtes-vous observateur C7

Feuilleton C9
Horoscope C10
Le monde A16, A17
Loteries A2, A13
Mots croisés C8, S10
Mot mystère C9

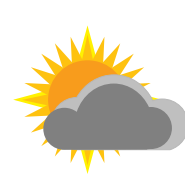
Opinions B2
Politique A12, A13, A14
Quoi faire A20
Tabloïd Sports
- Mathias Brunet S5

ÉDITORIAL

Des humains, après tout...
- Mario Roy
page B2

MÉTÉO

Passages nuageux
Max. -5
Min. -11
Cahier Sports, page 16



6 21924 98765 1

Suites de la une 250 millions pour les jeunes

250 MILLIONS / Suite de la page A1

parviennent pas à se placer rapidement — après plus de huit ou neuf mois, explique-t-on en coulisses. Ces jeunes pourraient bénéficier d'une subvention équivalent à 50 % de leur salaire, qui rendrait leur embauche plus intéressante pour un employeur. Cette subvention durerait 6 mois et coûterait 30 millions sur deux ans, prévoit-on.

Cette semaine, tous les groupes voudront d'ailleurs se déclarer favorables aux stages

pour les jeunes. La brochette de patrons tient une conférence de presse ce matin pour annoncer un programme de un million visant à favoriser l'adéquation de l'offre et de la demande de stages de formation en entreprise. Tout le monde est échaudé par l'annonce de 1995 où les 1000 places promises par Québec se sont en fait limitées à quelques dizaines.

Depuis quelques jours, Raymond Bachand du Fonds de Solidarité et Henri Massé de la FTQ évoquent l'idée de stages pour jeunes travailleurs — une formule déjà essayée par

le Fonds.

Durant le sommet, Québec mettra aussi sur la table 15 millions par année pour un programme de récupération des jeunes avant qu'ils ne recourent à l'aide sociale. Les fonds nécessaires pour ces « coopératives jeunesse services » seront pris à même les budgets habituels du ministre André Boisclair. En revanche — le ministre en parlera moins ouvertement —, il lancera son projet de « mettre en mouvement » les jeunes bénéficiaires, c'est-à-dire en termes clairs de les convoquer beaucoup plus souvent aux bu-

reaux de l'aide sociale pour les inciter à se trouver du travail.

Le ministère des Relations internationales proposera la mise en place d'une Agence Québec-Amérique, une sorte d'Office franco-québécois pour la jeunesse, mais tourné vers l'Amérique, un projet de un million par année environ.

Autre projet tiré des cartons du gouvernement Bouchard, un fonds destiné aux jeunes des régions ; on parle de 10 à 15 millions qui seront administrés par les conseils régionaux de développement (CRD).

Le PLQ veut rapatrier huit milliards d'Ottawa

LE PLQ / Suite de la page A1

juridique et sociale du Québec, et la consolidation de l'union économique canadienne « dans le respect des compétences provinciales ».

Présidente de groupe de travail du PLQ sur la fiscalité, Monique Jérôme-Forget a par ailleurs situé les baisses d'impôts réclamées du gouvernement du Québec autour de 3,5 à 5 milliards sur une période de 4 à 5 ans ; une cible qui pourrait être révisée quand on connaîtra l'ampleur réelle des surplus budgétaires.

Le gouvernement Bouchard a promis 1,3 milliard pour le présent mandat, dont 400 millions dans le prochain budget. Le député péquiste Sylvain Simard, président de la commission parlementaire sur les réductions d'impôts, a évoqué la cible de 3,4 milliards d'ici trois ans, a rappelé Jean Charest en conférence de presse.

Le comité de Mme Jérôme-Forget poursuit sa réflexion notamment quant à l'indexation des tables d'impôts, qui coûterait 167 millions, et la proposition de l'économiste Pierre Fortin de taxer uniquement les dépenses et non l'épargne. « Faut-il taxer le capital ? » demande aussi la député de Marguerite-Bourgeoys.

C'est toutefois la présentation de Benoît Pelletier, dont le comité doit peaufiner la nouvelle plateforme constitutionnelle d'ici le congrès d'octobre, qui a volé la vedette hier en ce dernier jour du conseil. Certains militants parlaient d'un « moment historique », même si le portrait dévoilé par M. Pelletier est assez proche du document du PLQ « Reconnaissance et interdépendance », présenté par Daniel Johnson en décembre 1996.

En conférence de presse, Jean Charest a affirmé que le nouveau programme innovait surtout par rapport au précédent quant à l'emphase qu'il met sur la cogestion et le nouveau pacte fiscal, deux demandes qui

pourraient donner des résultats rapidement à son avis.

Le rapatriement des points d'impôts est une garantie d'autonomie pour le Québec, plaide le chef du PLQ, selon qui le gouvernement Bouchard commet une erreur en mettant en sourdine cette revendication historique.

« Il faut avoir une entente sur le plan de la fiscalité qui nous permet d'avoir un financement stable et prévisible et qui reconnaît la pleine juridiction des gouvernements provinciaux dans le domaine des programmes sociaux, incluant la santé, parce que ce sont les gouvernements qui sont les mieux désignés pour livrer les services, dit-il. Les salles d'urgences du Québec, ça ne se gère pas à partir d'Ottawa.

Quant aux ententes administratives, si elles ne confèrent pas de nouveaux pouvoirs au Québec, elles ont au moins le mérite de clarifier les rôles respectifs d'Ottawa et de Québec et d'éliminer les doubléments,

D'Amours rêve de transformer Desjardins

D'AMOURS / Suite de la page A1

gagnant. Il a parlé longuement avec chacun des 239 électeurs et établi des relations solides. On le dit rassembleur, conciliateur et « c'est une carte maître chez Desjardins dans le contexte actuel », dit un familier du Mouvement.

Son style se marie bien avec son mandat à la présidence : « écouter, rassembler, animer et faire la promotion de Desjardins », dit Alban D'Amours. Sa fonction actuelle ne le

prédisposait pas à la présidence, selon certains. Durant sept ans, il a dirigé une partie des opérations de Desjardins (développement stratégique, finances, marketing), avant de devenir Inspecteur et vérificateur général il y a cinq ans.

Un candidat de compromis, selon plusieurs électeurs et *La Presse*. Il a fallu six tours, mais il a gagné. « Les électeurs furent très sérieux et studieux », dit-il.

Il affrontait six autres candidats de choix, dont Jocelyn Proteau, président de la Fédération de Montréal qui s'est rendu jusqu'au

dernier tour. « Je l'ai vu juste avant les résultats et il s'est engagé à se rallier », dit Alban D'Amours. L'intéressé a confirmé.

M. D'Amours ne remet pas en cause « l'essentiel » du nouveau processus de sélection du président, car il est « plus démocratique » que l'élection par les 31 administrateurs de la Confédération. La sélection du président de Desjardins ne peut cependant se faire sur la place publique, dit-il. Il faudra en revoir et améliorer certains aspects. Au comité du président des élections, Pierre Gauthier, d'y voir.

Les urnes électroniques, fournies par Quattrà Design, de Sainte-Foy, ont fortement retardé le scrutin parce qu'on doublait les analyses, par souci de sécurité.

Premier vice-président de la Confédération dès 1988, Alban D'Amours n'en était pas moins dans l'ombre de Claude Béland. Mais il « a l'habitude » de l'avant-scène chez Desjardins, à la présidence de commissions gouvernementales et au niveau international, dit-il. « Une longue feuille de route me préparait à la présidence, peut-on dire ».

Le nouveau CHUM déroge au plan d'urbanisme dans la Petite-Patrie

LE NOUVEAU / Suite de la page A1

vocation industrielle préconisée pour les terrains adjacents aux voies ferrées du Canadien Pacifique, mais il compromet également la cohabitation de ses résidents actuels — moins fortunés que la moyenne des ménages montréalais — dans un environnement appelé à se transformer radicalement avec l'arrivée du CHUM.

Enfin, la construction du CHUM forcera la Ville de Montréal à revoir ses plans de circulation puisqu'elle amènera une pression importante sur les accès routiers qui mèneront au futur CHUM. La question peut paraître secondaire ; elle est pourtant cruciale et notamment pour la circulation des ambulances. Cette question est d'ailleurs un facteur de premier plan dans l'étude menée par les consultants de la Corporation d'hébergement du Québec (CHQ), qui a conduit au choix de ce site.

Des milliers de personnes travaillant présentement dans l'un ou l'autre des trois hôpitaux du CHUM (Notre-Dame, Hôtel-Dieu et Saint-Luc) viendront s'ajouter au flot de circulation déjà assez dense — surtout le matin — de la rue Saint-Denis et du boulevard Rosemont. Sans compter le trafic ambulancier et celui induit par les usagers de l'hôpital. En 1992, dans son plan d'urbanisme, la

Ville de Montréal identifiait comme « critiques » les intersections Saint-Denis/Rosemont et Saint-Denis/Bellechasse, surtout à cause du volume des camions qui les empruntent pour se rendre dans les zones industrielles qui ceinturent le futur emplacement du CHUM. Or, le futur hôpital sera précisément construit au beau milieu des deux intersections dites « critiques ».

Le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal fut adopté par le conseil municipal, en décembre 1992. Le tout premier, en 350 ans d'histoire de la métropole. Il représente un des rares héritages positifs de l'administration du maire Jean Doré. Depuis 1994, et l'élection du maire Pierre Bourque, il a connu de sévères revers de fortune. Avec le début du second mandat du maire Bourque, ils se sont multipliés. En 1999, il se passait rarement un mois sans qu'un projet immobilier ou commercial (Habitat Chambord, Redpath, le dossier Loblaw's, etc.) obtienne des dérogations importantes.

Mais de l'avis même du service d'urbanisme, la construction du CHUM sur le site d'un atelier d'entretien de la STCUM, entre les Saint-Denis/Bellechasse et les boulevards Saint-Laurent/Rosemont, imposera les changements les plus importants jamais consentis au plan depuis 1992. La commission de développement urbain (CDU) de la Ville devra se pencher sur ce projet. Et si elle donne le

feu vert, elle rendra à toutes fins utiles caduque la section Petite-Patrie du plan d'arrondissement Rosemont.

Depuis l'annonce du choix de cet emplacement, ayant front rue Saint-Denis, le 25 janvier dernier, une pluie de critiques s'est abattue. Le site est situé près d'une voie ferrée où passent tous les jours huit convois ferroviaires, dont un tiers contiennent des produits toxiques. La contamination du sol aux hydrocarbures est connue, mais aucune étude n'en a encore mesuré l'ampleur. Enfin, l'emplacement est critiqué parce qu'il videra le centre-ville de ses trois hôpitaux francophones. Et le ministère de la Santé n'a pas encore de projets précis quant aux bâtiments ainsi désertés.

À ces critiques sur les caractéristiques environnementales et la qualité du site s'en ajoutent d'autres, d'ordre urbanistique, quant à la capacité d'intégrer un projet aussi ambitieux dans un cadre industriel et résidentiel qui, à première vue du moins, ne s'y prête guère. La planification du tissu urbain ne devrait pas reposer uniquement sur des critères de zonage ou de volume prévu des bâtiments, en théorie. Et c'est pour cela que la plupart des grandes villes du monde possèdent un plan d'urbanisme.

Celui de la Ville de Montréal prévoyait « une consolidation de la vocation industrielle des terrains adjacents aux voies ferrées

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100
Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détaillants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. <http://lapresse.infinet.net>

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.

Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USP5003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
 à trois chiffres : **5-2-1**
 à quatre chiffres : **9-2-4-1**
COLLECTES DE SANG

■ à Joliette : Cégep Joliette, organisée par le Carrefour santé, 20, rue Saint-Charles-Borromée Sud, de 10 h à 16 h. Objectif : 125 donneurs ;
■ à Verdun : Caisse populaire de Verdun, église Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (sous-sol) 284, rue de l'Église de 14 h 30 à 20 h. Objectif : 110 donneurs ;
■ à Châteauguay : organisée par LeBlanc Ford Inc., 117, boul. Saint-Jean-Baptiste, de 13 h à 20 h. Objectif : 150 donneurs ;
■ à Notre-Dame-du-Bon-Conseil : organisée par le Club Optimiste, Centre communautaire, 541, rue Ducharme, de 14 h 30 à 20 h. Objectif : 100 donneurs ;
■ à Laval-Ouest : Scouts du Montréal métropolitain et de l'Amicale des scouts du Montréal métropolitain, Centre A.C.C.E.S., 6500, boul. Arthur-Sauvé, de 13 h à 20 h. Objectif : 125 donneurs ;
■ à Sainte-Sophie : organisée par le Club Optimiste Sainte-Sophie, pavillon de la Jeunesse, 2181, rue Hôtel de Ville de 14 h à 20 h. Objectif : 125 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



L'année des mariages entre gros?

■ L'année 1999 a été excellente en matière de fusions et d'acquisitions. Après deux mois, 2000 s'annonce exceptionnelle: AOL-Time Warner, Time Warner-EMI, Rogers Communications-Vidéotron, BCE-Télé globe, Abitibi-Consolidated-Donohue.... Qui seront les prochains mariés? Lisa Binse sonde les astres et les coeurs pour nous, demain dans le cahier Économie.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison
Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
 — par téléphone, en composant le 514-285-7333;
 — par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

La nouvelle position constitutionnelle du PLQ, qui privilégie une approche de co-gestion avec Ottawa, vous satisfait-elle?

Le Mouvement Desjardins a choisi Alban d'Amours. Le croyez-vous capable de rallier les diverses factions du Mouvement Desjardins?
 À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 63 %
Non: 37 %
NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Actualités

L'EXPRESS
DU MATIN



La route fait au moins six victimes

■ Au moins six personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec au cours de la fin de semaine. À Saint-Marcellin, près de Rimouski, **Stéphane Couillard**, un adolescent de 16 ans, est décédé vers hier matin, après avoir été happé par une automobile. La conductrice, qui était en état d'ébriété, doit comparaître aujourd'hui. **Robert Alarie**, un homme de 40 ans qui marchait en bordure de la route 335, à Sainte-Anne-des-Plaines, près de Terrebonne, a lui aussi été fauché par un véhicule dans la nuit de samedi à hier. Vers 19 h 30 samedi, sur le chemin de Vendée à Amherst, près de Saint-Jovite, **Alain Poudrier**, un résident de Sainte-Thérèse âgé de 34 ans, est décédé lors d'une collision frontale entre deux camionnettes. L'accident s'est produit dans une courbe après qu'un des conducteurs eut perdu le contrôle de son véhicule. À Saint-Sulpice, **Yvan Loyer**, 55 ans, et **Colette Roy-Loyer**, 51 ans, tous deux de l'Assomption, sont morts sur le coup samedi après-midi lorsqu'une remorque s'est détachée d'un camion-citerne pour aller heurter de plein fouet leur véhicule, sur la route 138. Vendredi soir, un homme de 36 ans originaire de Sainte-Thérèse-de-Colombier, **Yvon Tremblay**, a perdu la vie et six autres personnes ont été blessées gravement lors d'une violente collision frontale survenue entre deux minifourgonettes, sur la route 138 à Longue-Rive près de Forestville.

Mort d'un motoneigiste

■ Un motoneigiste a perdu la vie hier matin à Saint-Esprit, à une vingtaine de kilomètres de Joliette. La victime, **Sylvain Lafleur**, de 35 ans, a perdu le contrôle de son véhicule qui s'est fracassé contre un arbre. M. Lafleur était un résident de Sainte-Julienne, à proximité de Saint-Esprit. Néanmoins, la présente saison de motoneige au Québec s'avère l'une des moins meurtrières des 15 dernières années, puisque le bureau du coroner rapporte dix décès reliés à la pratique de ce sport depuis le début de la saison. C'est 14 de moins qu'à la même période l'an dernier, alors qu'on a connu une saison record de 41 décès.

Adolescents sans vie

■ Deux adolescents âgés de 16 ans ont été retrouvés sans vie hier après-midi à l'intérieur du 6, rue Wallace, à Bromptonville, dans les Cantons de l'Est. Ce sont les parents de la jeune fille qui ont fait la macabre découverte lorsqu'ils sont revenus à la maison à la suite d'un week-end passé à l'extérieur. L'ami de l'adolescente, gisait lui aussi au sous-sol de la résidence familiale. La concentration d'oxyde de carbone était si élevée dans la maison que cinq policiers ainsi que quatre ambulanciers qui se sont rendus sur place, ont dû être traités à l'hôpital. Les parents ont eux aussi pris le chemin de l'hôpital, étant intoxiqués et souffrant d'un violent choc nerveux. Selon les premières constatations, la tragédie serait accidentelle. Une fuite de gaz propane pourrait être à l'origine du drame, le système de chauffage de la maison ainsi que le foyer, sont alimentés au gaz. L'identité des victimes n'a pas été révélée. La rue Wallace est située à l'extérieur du village de Bromptonville, en bordure de la route 143.

Lock-out chez Cinéplex Odéon

■ Le réseau Cinéplex Odéon a décrété un lock-out samedi soir créant les 40 projectionnistes oeuvrant dans ses 17 salles de cinéma dans la région de Montréal. Le syndicat des employés représentant les projectionnistes tentait de renouveler la convention collective échue depuis le 31 décembre dernier. Le 26 janvier, les syndiqués avaient accordé un mandat de grève à leur exécutif syndical, lequel aurait pu être exercé au moment jugé opportun. Cinéplex Odéon a devancé le geste de ses employés samedi en décrétant un lock-out. Les gérants et leurs adjoints ont pris la relève des projectionnistes.

Le fuyard se rend aux policiers

Le jeune homme de Mascouche sera accusé de délit de fuite mortel

RAYMOND GERVAIS

Un jeune homme de 22 ans, de Mascouche, sera formellement accusé aujourd'hui au palais de justice de Saint-Jérôme, de délit de fuite ayant causé la mort.

L'automobiliste était activement recherché par la police de Terrebonne à la suite d'un délit de fuite mortel survenu vers 1 h 25 hier, sur la route 335 à Sainte-Anne-des-Plaines. Un homme de 40 ans, Robert Alarie, de Sainte-Anne-des-Plaines a été happé mortellement par la voiture du chauffard au moment où il déambulait en bordure de la route.

La victime qui a été heurtée violemment, a été projetée sur une distance de plusieurs mètres sous la violence du choc. Un autre automobiliste qui est arrivé sur les lieux de la tragédie quelques instants plus tard, avait aperçu une voiture de marque Honda Civic, de couleur rouge ou noire, quitter les lieux de l'accident. Le témoin avait fourni une bonne description de la police du véhicule suspect. Il avait notamment remarqué la présence d'un autocollant apposé dans la vitre arrière du véhicule, à l'effigie d'une tête de renard blanc. De plus,



Robert Alarie, 40 ans, de Sainte-Anne-des-Plaines, a été happé mortellement par la voiture du chauffard.

les policiers avaient découvert de nombreux débris provenant du véhicule sur la chaussée. Ils avaient ainsi pu déterminer que le pare-brise du véhicule avait été endommagé, probablement par le passage du corps de la victime. L'avant du véhicule devait avoir subi d'import-

ants dégâts, des morceaux de calandre en plastique ayant été retrouvés sur les lieux.

Les médecins n'ont pu que constater le décès du piéton qui avait été transporté d'urgence à l'hôpital.

Vers 14 h 15, les policiers de Terrebonne ont reçu un appel d'un citoyen, les informant qu'une Honda Civic noire, sérieusement endommagée et correspondant à la description du véhicule suspect, était stationnée sur la rue Croissant Duland à Mascouche.

Alors que les policiers étaient en train de vérifier la voiture, le suspect s'est présenté, accompagné de son frère, au poste de police de Mascouche. Il a été interrogé par les enquêteurs et a été arrêté en rapport avec ce délit de fuite mortel.

Par ailleurs, une femme de 29 ans, de Saint-Marcellin-de-Rimouski, sera accusée aujourd'hui à Rimouski de conduite en état d'ébriété et de négligence criminelle, à la suite de la mort d'un adolescent de 16 ans, Stéphane Couillard, de Saint-Marcellin.

Après avoir passé la soirée avec des copains, l'adolescent a été heurté mortellement par une voiture en bordure de la route 234 vers 4 h hier, alors qu'il rentrait chez lui à pied avec un ami, lequel n'a pas été blessé.

La conductrice et sa passagère ont été légèrement blessées par des éclats de verre provenant du pare-brise du véhicule. La conductrice été arrêtée sur les lieux de l'accident et soumis au test de dépistage d'alcool.

Meurtre à Verdun

Un homme de 36 ans a été poignardé à mort hier après-midi, vers 13 h 20, à Verdun. Ce sont des passants qui ont découvert l'homme qui gisait sur le trottoir en face du 1125, rue Galt. Transporté à l'hôpital, les médecins n'ont pu que constater le décès du blessé. Les premières constatations des policiers révèlent que l'individu aurait été atteint à plusieurs reprises au thorax par une arme blanche. Le mobile du crime n'est pas connu, mais le meurtre a toutes les apparences d'un règlement de comptes. L'identité de la victime, un livreur de publi-sacs, n'a pas été révélée. Il s'agit du neuvième meurtre sur le territoire de la CUM en 2000.



PHOTO YVON GAGNON, collaboration spéciale

Biodôme : le bassin du Saint-Laurent fuit

La Ville poursuit le concepteur et la firme responsable de la supervision des travaux pour 600 000\$

MARTINE ROUX

Le bassin du Saint-Laurent marin, l'un des fleurons du Biodôme, fuit depuis quelques années. Le comité exécutif de la Ville de Montréal a décidé donc mercredi dernier de poursuivre les concepteurs Hickey Canada et Lessard Beaucage Lemieux ainsi que la firme d'architectes Tétrault, Parent, Languedoc et associés pour près de 600 000 \$.

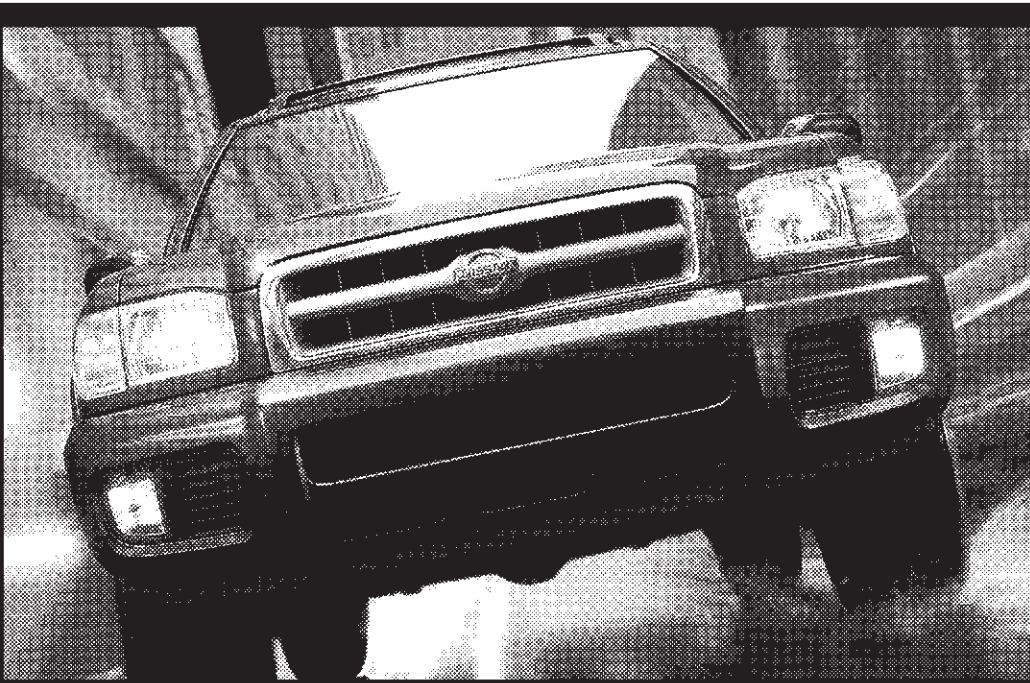
« C'est un vice, une fissure, a confirmé le maire Pierre Bourque lors d'une entrevue. Tout fonctionne normalement, les pertes d'eau sont minimes. Mais un bassin de cette ampleur doit être complètement étanche. »

Il faudra donc refaire les joints, poursuit M. Bourque, et réparer la paroi vitrée du bassin, là où les visiteurs peuvent admirer morues, esturgeons, bars rayés et autres splendeurs de l'estuaire du Saint-Laurent. Or, voilà plusieurs années que la Ville prie les concepteurs et la firme responsable de la supervision des travaux de réaliser les réparations nécessaires, le bassin étant encore sous garantie.

« Nous avons intenté une poursuite car nous n'avons plus le choix. Le bassin a été aménagé en 1992 et la garantie est de huit ans. Nous devons les obliger à réparer. » Hickey Canada, une firme albertaine, a été acquise depuis par Lessard Beaucage Lemieux (ou LBL Skysystems), une compagnie montréalaise spécialisée dans la fabrication et l'installation de murs-rideaux. La firme d'architectes Tétrault, Parent, Languedoc était responsable de la supervision des travaux du bassin.

Au Biodôme, les malfaçons ne sont pas visibles à l'oeil nu mais le tapis qui borde la paroi vitrée est humide et effiloché en quelques endroits. Cependant, les pertes d'eau n'affectent en rien les visiteurs ou la faune aquatique qui se prélassent dans les eaux du bassin, assurent les membres du personnel, qui semblaient eux-mêmes tout à fait surpris d'apprendre l'existence de fuites. Toutefois, il faudra enlever la paroi pour la réparer, explique le maire. « À ce moment, il faudra vider le bassin, déplacer les animaux. » Fermera-t-on le Biodôme ? Impossible à dire pour l'instant.

Déménager les poissons comporte certains risques, explique une naturaliste du Biodôme, puisque certaines espèces, comme la morue, sont très sensibles au stress du déplacement. De plus, les poissons se trouveraient fort à l'étroit dans le bassin d'isolation, où l'on place les invertébrés « en quarantaine », beaucoup plus petit que le bassin du Saint-Laurent marin.



Vous en avez toujours **PLUS** avec le

PATHFINDER
2000

400\$ PAR MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS



TOUJOURS PLUS LOIN.

Location de 36 mois pour le Pathfinder XE 2000 (50L650 AA00). Acompte ou échange équivalent de 3995\$. Limite de 24 000 km par année avec 0,06\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails.
www.nissancanada.com 1 800 387-0122

28/20/041

Portrait de... Jacques Girard

Chevalier de la controverse

Il en aura vexé plusieurs, du cardinal Léger à Pierre Péladeau, avant d’aller ferrailer dans les arcanes de Montréal International et du CHUM

PDG de Montréal International et président du conseil d'administration du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) jusqu'à tout récemment, Jacques Girard a été au cœur des débats au cours des dernières semaines. Portrait d'un homme qui n'a pas peur de la controverse.



Michèle Ouimet

Lorsque Jacques Girard signalait des éditoriaux dans le *Quartier Latin*, le journal étudiant de l'Université de Montréal, il trempait d'abord sa plume dans le vitriol. Lorsqu'il a osé écrire que le recteur de l'université devait être un laïc, il s'est retrouvé dans le bureau du cardinal Léger. En 1962, on ne badinait pas avec la religion.

Même si le jeune homme impétueux et sûr de lui, qui se promenait dans les corridors de l'école avec un foulard savamment noué autour du cou, a appris avec le temps à mettre des gants blancs, il a gardé son mordant. Jacques Girard a occupé de hautes fonctions : secrétaire général de l'Université de Montréal, sous-ministre de l'Éducation, PDG de Radio-Québec, éditeur du *Journal de Montréal* et premier vice-président édition du Groupe Quebecor où il a travaillé étroitement avec Pierre Péladeau, un homme d'humeur instable, qu'il a quitté en 1994 avant de se faire mettre à la porte.

Au cours des cinq dernières années, M. Girard a mené de front deux gros dossiers : Montréal International et le CHUM. Deux causes désespérées, deux paniers de crabes. Et c'est au cours de ces cinq années mouvementées qu'il s'est fait ses plus solides ennemis.

Toujours aussi bien habillé, avec un brin de coquetterie, Jacques Girard trône au milieu de son grand bureau de Montréal International avec vue sur les gratte-ciel de la ville. Un bureau qu'il a bien failli perdre au cours de la longue bataille qui l'a opposé à la présidente de la CUM, Vera Danyluk, qui n'a

jamais digéré la disparition de son Office d'expansion économique (ODECUM). Après des mois de tiraillements et de luttes intestines, M. Girard a réussi à obtenir le monopole de la prospection des investissements étrangers pour la grande région de Montréal, avalant du même coup l'ODECUM.

M^{me} Danyluk ne lui a pas pardonné d'avoir mis un voile opaque sur les affaires de Montréal International. Même si cet organisme est subventionné à plus de 90 % par les deniers publics, il n'est pas assujéti à la Loi sur l'accès à l'information et son conseil d'administration est dominé par le secteur privé. Normal, affirme Jacques Girard, qui se choque lorsqu'un journaliste lui demande de dévoiler son salaire.

Quant au CHUM, après des années de luttes de pouvoir et de psychodrames, le mégahôpital francophone a finalement vu le jour. Son futur emplacement a été annoncé en grande pompe, à la fin janvier, par le premier ministre Lucien Bouchard.

Derrière ces deux dossiers controversés, ces deux accouchements difficiles, il y a un homme : Jacques Girard.

« J'ai été celui qui a poussé et qui n'a jamais lâché, admet Girard. Je suis un bagarreur. »

Une jeunesse intellectuelle

Rien ne destinait Jacques Girard à devenir un grand commis de l'État. Né à Montréal, dans la Petite-Patrie, il est l'aîné d'une famille de trois enfants. Studieux, intellectuel, peu porté sur les sports, il lit tout ce qui lui tombe sous la main. Plus vieux, il se passionne pour certains auteurs : Sartre, Camus, Malraux, Teilhard de Chardin, Gide, Proust. Son père, qui travaille dans les assurances pour une compagnie américaine, gravit lentement les échelons, passant d'agent à gérant. « Mon père avait des préoccupations nationalistes, raconte le frère de Jacques Girard, Pierre. Il tenait à ce que les Québécois francophones soient respectés. Il était très emballé par Jean Lesage et René Lévesque. »

À l'adolescence, Jacques Girard se rebelle, mais ses idées révolutionnaires heurtent son père et les discussions entre les deux hommes se corsent.

Jacques Girard va exprimer ses opinions tranchées dans les journaux étudiants, d'abord au Collège Sainte-Marie, puis à l'Université de Montréal. Au collège, la vie s'organise autour d'un groupe d'étudiants qui se retrouvent à la taverne Saint-Régis où, autour d'une bière, ils refont le monde. En plus

de Jacques Girard, on retrouve Denys Arcand, le futur cinéaste, Marcel Saint-Germain et André DuBois, qui seront des Cyniques, Pierre Marois, qui sera ministre de René Lévesque puis président du Conseil des services essentiels, François Cousineau, le musicien, Pierre Létourneau, le chanteur, et Stéphane Venne, l'auteur-compositeur. À l'université, Bernard Landry, vice-premier ministre, Jean Rochon, ex-ministre de la Santé et père du CHUM, Marc Laurendeau, journaliste et ex-Cynique, et Claude H. Roy, vice-président de la SAQ, se joignent au groupe. M. Girard gardera des liens très étroits avec Bernard Landry. Aujourd'hui, il fait partie du cercle intime de ses amis. Pratique quand on pilote des dossiers aussi controversés que le CHUM et Montréal International.

« Jacques était une grosse tête, un intellectuel, se remémore Stéphane Venne. Il connaissait Malraux par cœur. »

Pendant que les Cyniques griboillent leurs premiers textes sur le bord d'une table à la cafétéria de l'université où la bande se retrouve pour discuter en fumant des cigarettes et en buvant du café, Jacques Girard concocte ses éditoriaux assassins. « Il était très connu sur le campus. Il prenait position sur tout ce qui bougeait, affirme Marcel Saint-Germain. Dans le journal, ses propos étaient virulents. Il mettait de l'emphase dans sa phraséologie. Il était emphatique, solennel. »

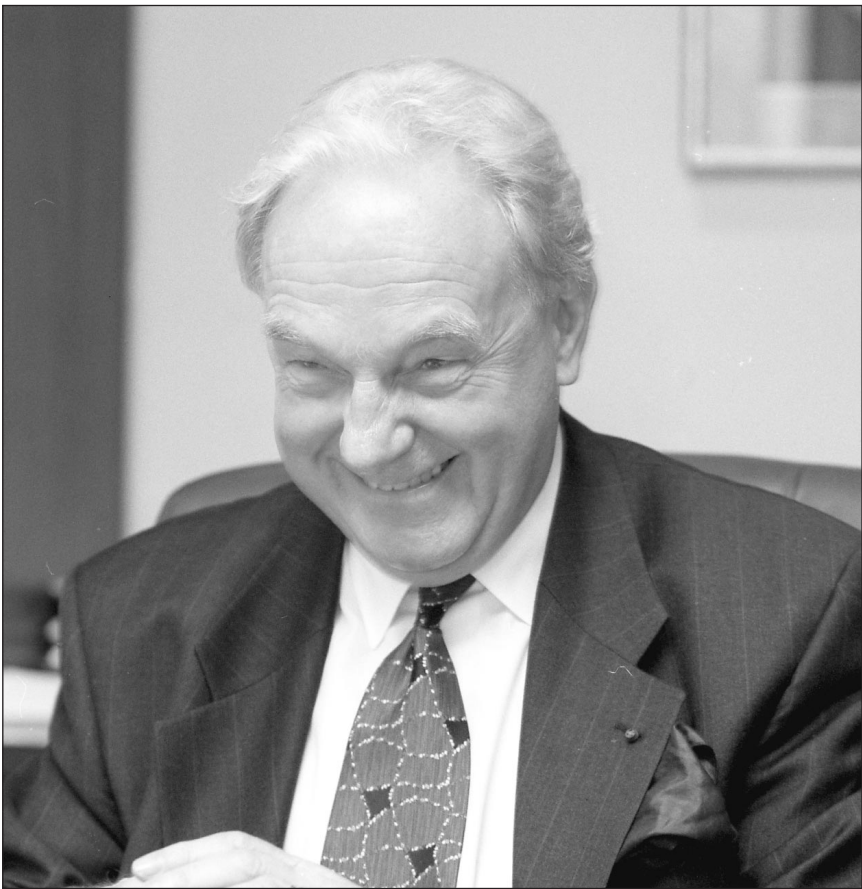
Marcel Saint-Germain venait d'un milieu ouvrier et lorsqu'il allait chez Jacques Girard, le « luxe » de sa maison, située dans Côte-Saint-Luc, l'épatait. « Ses parents avaient une très belle maison. On s'installait dans le sous-sol et pour moi, c'était un grand luxe. Jacques a toujours été bien habillé. Il était élégant, un peu dandy. D'ailleurs, quand il discute, il peut être sentencieux. Écoutez sa diction, regardez sa gestuelle, il aurait pu être Oscar Wilde à Londres. »

« Il était exactement comme aujourd'hui, ajoute Claude-H. Roy. Il avait ce petit côté au-dessus de la foule, un raffinement qui lui venait de je ne sais où. Il est naturellement électif, il aime le bon vin et la bonne bouffe. Pour lui, c'est important d'être le meilleur, un cran au-dessus de tout le monde. »

Le temps des défis

M. Girard va passer neuf ans au ministère de l'Éducation. Sous-ministre, il travaille sous les ordres de Jacques-Yvan Morin et de Camille Laurin.

« Ce qui le caractérisait, c'était la clarté de la pensée et une fois la décision prise, la vigueur de l'exécution », explique Jacques-Yvan Mo-



PHOTOTHÈQUE La Presse

Jacques Girard, PDG de Montréal International et président du conseil du CHUM.

rin.

Sous Camille Laurin, le ministre a accouché des programmes de français branchés sur le vécu qui ont fabriqué une génération d'étudiants incapables d'écrire deux lignes sans faire une faute. Aujourd'hui, Girard admet que le gouvernement a fait fausse route. En 1983, il quitte le monde de l'éducation pour devenir PDG de Radio-Québec.

Il obtient du CRTC le droit de diffuser des messages publicitaires sur les ondes de la télévision d'État. « Jacques est un homme charmant, assure André Bureau, ex-président du CRTC, mais il peut parfois se montrer cinglant et très dur. Il ne claque pas les portes et n'insulte pas les gens, mais s'il lève le ton, c'est parce qu'il est à la limite. »

« Il peut avoir des sautes d'humeur, mais toujours dans un cadre verni », confirme Stéphane Venne.

Le Dr Luc Valiquette a eu droit à ses sautes d'humeur. Les deux hommes siègent au conseil d'administration du CHUM. Le Dr Valiquette n'aime pas le style de gestion de Girard.

« Il n'est pas transparent, dit-il. J'apprécie la collégialité. Avec Girard, ce n'est pas possible. Il a utilisé toutes les ressources possibles

pour ralentir les projets qui ne faisaient pas son affaire. Je n'aime pas qu'on manipule les structures pour arriver à ses fins. »

« Dans un hôpital, les chefs de départements cliniques sont très importants, poursuit-il. J'ai insisté pour que le conseil d'administration les rencontre. Girard a plutôt proposé de les voir seul et d'en parler ensuite au conseil. C'est légal, mais pas très facilitateur. En fait, tout cela a été extrêmement difficile. »

Le Dr Valiquette ne s'est pas gêné pour lui dire ses quatre vérités. Jacques Girard a aussitôt rétorqué, sur un ton tranchant, que c'était LUI qui était en charge et qu'il n'avait de leçon à recevoir de personne.

Ses ennemis, et ils sont nombreux au CHUM, affirment qu'il est imbu de lui-même, que tout doit tourner autour de lui, qu'il n'est pas un rassembleur, mais plutôt un fin politicien qui s'organise pour arriver à ses fins.

Même ses amis affirment que sa détermination peut parfois heurter les gens. « Il est extrêmement déterminé, affirme Patrick Molinari, professeur à l'Université de Montréal et membre du conseil d'administration du CHUM. C'est un négociateur né. Il pousse l'institution à la limite de ses contradictions. Ça peut paraître excessif. Il pousse, pousse et force le compromis. Il se rend à la limite ultime de la négociation. »

« Le CHUM est un dossier difficile avec des émotions à fleur de peau », explique Jacques Girard.

À Montréal International aussi, Jacques Girard a heurté des gens. Au début, l'organisme ne jouissait pas d'une grande crédibilité. Reconnu pour sa mauvaise gestion et son mandat trop dispersé, englué dans des conflits avec la CUM, Montréal International n'en menait pas large. Pendant ce temps, Jacques Girard multipliait les mandats. C'était un homme très occupé. Trop, de l'avis de ses détracteurs. En plus de mener de front le CHUM et Montréal International, il était président de la Chambre de commerce du Québec, président du conseil d'administration de Domtar, où il recevait et reçoit toujours 100 000 \$ pour deux jours de travail par semaine, membre du conseil d'administration de l'Université de Montréal, de Vidéotron, des Grands ballets canadiens et de la Bibliothèque nationale.

« J'ai travaillé très fort, plaide Jacques Girard, et il a fallu que je mette les bouchées doubles. »

« C'est un homme qui a longtemps oeuvré dans de grandes entreprises, explique un de ses collaborateurs, et il est habitué d'avoir tout un personnel de soutien. Montréal International est un petit organisme d'une quarantaine d'employés et le patron doit suivre la routine quotidienne. Et ça, ça n'intéresse pas Jacques Girard. Il préfère discourir sur les grands ensembles. C'est davantage un homme de relations publiques qu'un gestionnaire qui se soucie d'attacher tous les fils. »

Jacques Girard fait fi de ces critiques. Il affirme qu'il a réussi à mener à bon port les dossiers du CHUM et de Montréal International et que les défis le stimulent et le fascinent. Il ajoute qu'il n'a jamais été aussi en forme. Tous les jours, ou presque, il fait des exercices dans son sous-sol, en plus de se payer deux séances intensives de Nautilus par semaine. À 59 ans, avec un diplôme de la prestigieuse London School of Economics en poche, il pourrait être tenté par de nouveaux défis... et il a d'excellents contacts à Québec. Un atout non négligeable.

Un problème de motivation

Jacques Tremblay n'a pas été « renouvelé ». Il était commissaire aux libérations conditionnelles depuis 12 ans. Nommé par le PLQ en 1987. Pas « renouvelé » par le PQ en 1999.

Il connaît trop le système pour être vraiment surpris. N'empêche, le voilà à 50 ans, sur la paille. Ça lui donne un peu plus le goût de le dénoncer, ce système.

Il a rempli un mandat de deux ans, puis deux mandats de cinq ans. En avril 1999, la Commission des libérations conditionnelles du Québec a décidé que c'était terminé pour lui.

C'est Mme Alison Foy-Vigneault qui a hérité du poste. Mme Foy-Vigneault est une travailleuse sociale fort qualifiée, commissaire à temps partiel depuis deux ans. Elle est aussi la femme de Gilles Vigneault. On a bien le droit de gagner sa vie même si on est la femme d'un poète national. M. Tremblay n'a d'ailleurs « pas un mot à dire contre elle; elle va faire du bon travail ».

Elle est compétente, d'accord. Mais lui, M. Tremblay, ne l'était-il pas? Qui a décidé que M. Tremblay serait remplacé par Mme Foy-Vigneault? Comment?

C'est la présidente de la commission, Isabelle Demers, qui a fait une « recommandation » au ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard. Il l'a suivie et passé le ballon au conseil des ministres, qui a décrété.

Vous voyez se profiler l'ombre du favoritisme politique? Pas le moins du monde, nous jure-t-on: « M. Ménard ne savait même pas qu'elle était la femme de Gilles Vigneault », dit son attaché de presse.

La compétence, la compétence, rien que la compétence compte, dit Mme Demers. La remplaçante était plus compétente, au revoir M. Tremblay. Ce n'est pas le Sénat, ici!

Comment évalue-t-on la compétence? On n'est plus sous Duplessis: il y a de nos jours des évaluations scientifiques et systématiques des commissaires.

M. Tremblay a donc été évalué. Sa der-

nière évaluation lui donnait la cote « C », qui signifie « un rendement qui est équivalent aux attentes ». La grande majorité des commissaires obtiennent un C. C'est la norme.

Voici, en plus de l'évaluation point par point, les commentaires écrits de la main de la présidente:

« M. Tremblay a fourni un travail satisfaisant tout au cours de l'année. Il a maintenu ses connaissances et a démontré un intérêt marqué pour l'amélioration de celles-ci. Il s'est définitivement inscrit dans le virage informatique et a même développé des habiletés jusqu'ici inespérées.

(...)

Dans le cadre de l'opération de planification stratégique, M. Tremblay s'est grandement impliqué. Il a très bien collaboré à l'élaboration du diagnostic et du plan d'action. Il s'est distingué, entre autres, dans ses interventions qui visaient à optimiser la performance de la Commission.

M. Tremblay a aussi répondu aux attentes qui lui avaient été signifiées lors de la précédente évaluation en ce qui a trait à la constance de ses décisions, sa ponctualité et la procédure de ses audiences. »

■ ■ ■

Un type normal qui lit ce genre de texte s'en va tranquillement renouveler son hypothèque.

Grave erreur! Mme Demers m'explique que des commentaires verbaux accompagnent cette évaluation écrite. Or, verbalement, elle a fait part à M. Tremblay de « beaucoup de petites choses » très problématiques. Lesquelles? C'est confidentiel. Allons, allons Mme Demers, un petit indice au moins...

Elle finit par lâcher le morceau: « Sa moti-



Yves
BOISVERT

créativité démontrés dans la réalisation des objectifs de la commission ».

C'est la présidente elle-même qui signe l'évaluation. Alors quoi, c'est de la frime? On écrit n'importe quoi? C'est quoi, au juste, l'idée des évaluations écrites si on peut les contredire ensuite par de supposées évaluations verbales invérifiables (M. Tremblay nie avoir reçu une telle évaluation, pur prétexte fabriqué après coup, dit-il)?

Mieux, Mme Demers m'explique que, de toute façon, même avec une évaluation « di-thyrambique », même un candidat avec des A partout ne serait pas certain d'être renouvelé!

La règle du jeu, c'est que les mandats sont de cinq ans. Après, c'est le siège éjectable. Tout le monde sait ça. C'est le bon plaisir de la présidente et surtout, soyons sérieux, du ministre et du gouvernement. L'arbitraire le plus complet.

Je suggère donc d'économiser temps, énergie et épinettes et de mettre fin à ces évaluations écrites. De toute manière, c'est du bidon: les vraies choses se communiquent verbalement! Et puis, la qualité de l'évaluation n'a aucune importance: n'importe quoi peut arriver! Et puis, tiens: qu'on cesse donc d'évaluer complètement!

vation au travail était très douteuse. » Ah! Problème de motivation. Le gars se traînait les pieds, quoi?

C'est curieux, partout dans l'évaluation écrite point par point, M. Tremblay a obtenu la cote C. Il n'a obtenu qu'un seul B (« rendement qui dépasse les attentes signifiées »).

Devinez sous quelle rubrique apparaît ce B?

« Motivation, engagement et créativité démontrés dans la réalisation des objectifs de la commission ».

■ ■ ■

Au fait, M. Tremblay, vous avez travaillé dans le milieu communautaire toute votre vie, vous avez mis sur pied des programmes d'emploi pour les ex-détenus avant d'être à la commission, tout ça est bien beau, mais... vous l'avez obtenu comment, votre poste à la commission?

— J'ai travaillé pour (le libéral) Gérard Latulippe aux élections de 1985; il est devenu ministre de la Sécurité publique et il m'a appelé en 1987.

Tiens donc. Sans doute a-t-il remplacé un ex-militant péquiste qui manquait de motivation.

— C'est certain que j'ai obtenu mon poste d'une manière qui n'est pas la plus transparente, mais j'ai exigé de passer des examens d'admission. J'étais qualifié pour le poste. On a fait des efforts à la commission pour que ça change.

Ça n'a pas suffi, on dirait. À part ceux qui sont en poste et qui craignent de se faire expulser au prochain changement de gouvernement, qui veut que ça change, que ça change vraiment? Les partis politiques ont toujours des copains à placer, des ennemis à déplacer.

En 1998, le gouvernement a mis en place une vaste réforme des tribunaux administratifs, qui allait relativement loin pour mettre en place un vrai système de nomination et de renouvellement au mérite. La réforme a été déclarée inconstitutionnelle en partie, en décembre, précisément parce que trop de flou entoure encore le processus de renouvellement des membres.

Au lieu d'aller un pas plus loin et de régler le problème, Québec en appelle.

Y a comme un petit problème de motivation, pas vrai?

yboisver@lapresse.ca

profitez des prix de l'année

Prix de la « Meilleure voiture économique de l'année »[†]

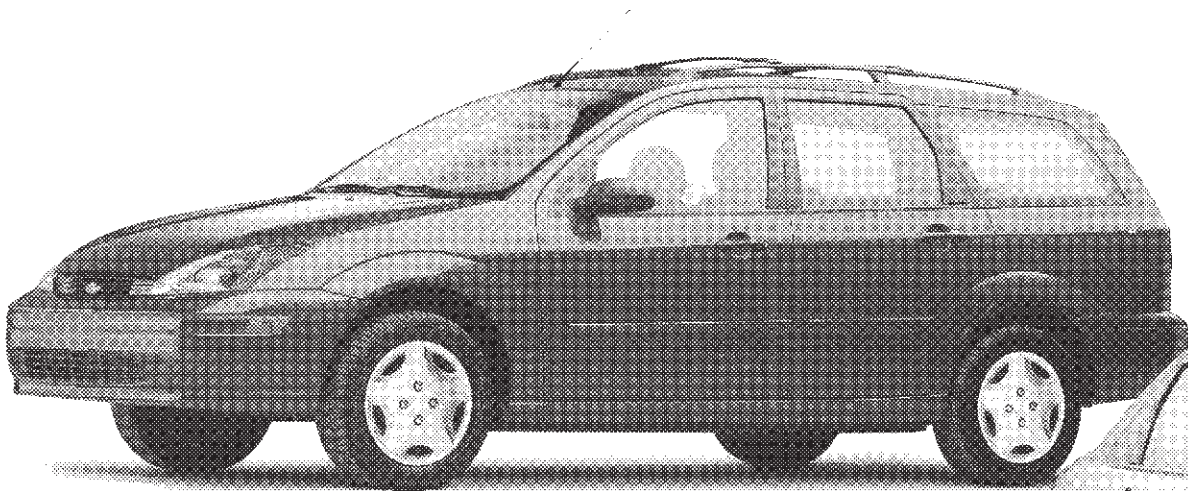
AJAC (Association des Journalistes Automobile du Canada)

Prix de la « Meilleure voiture nord-américaine de l'année »

North American International Auto Show, Detroit

Choix des chroniqueurs « Voitures économiques »^{††}

Le Monde de l'Auto



focus SE 2000 familiale

17 695\$* ou 259\$** /mois

- Moteur de 2 L, 4 cyl.
- Transmission manuelle 5 vitesses
- Climatiseur
- Antidémarrage SecuriLock^{MC}
- Entrée sans clé à télécommande
- Verrouillage des portes électrique
- Radio AM/FM stéréo
- Essuie-glace arrière intermittent
- Porte-bagages
- Cache-bagages

Location 36 mois
Avec mise de fonds de 1 995 \$
Transport inclus



focus LX 2000 berline

14 995\$* ou 209\$** /mois

- Moteur de 2 L, 4 cyl.
- Transmission manuelle 5 vitesses
- Antidémarrage SecuriLock^{MC}
- 5 passagers
- Siège du conducteur à hauteur réglable
- Banquette arrière divisée 60/40
- Commande intérieure d'ouverture du coffre
- Rétroviseurs à réglage manuel
- Radio AM/FM stéréo

Location 36 mois
Avec mise de fonds de 1 995 \$
Transport inclus

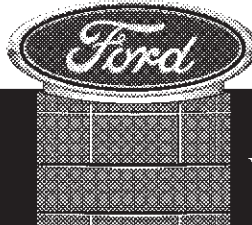
exigez recevez

CHOISISSEZ LE PAIEMENT SUR 36 MOIS
QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

Mise de fonds ou charge équivalente	focus LX berline	focus SE familiale
1995\$	209\$/mois	259\$/mois
995\$	239\$/mois	289\$/mois
0\$	269\$/mois	319\$/mois



Essayez la Focus chez le concessionnaire Ford de votre région et, jusqu'au 15 mars 2000, vous recevrez un CD qui pourrait vous permettre de gagner instantanément des prix.Δ



VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC

www.fordquebec.com



[†]Prix décerné à la Focus LX. ^{††}Prix décerné à toutes les Focus berlines. *Achat: Transport (700 \$) et taxes applicables en sus. **Location: Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Mise de fonds et première mensualité exigées. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation du crédit. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 60 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

ΔLes participants doivent avoir 16 ans et plus. Le règlement du concours incluant le détail sur les prix offerts est disponible chez les concessionnaires. CD en quantités limitées.

Rive-Sud/Montérégie

Des propriétaires de St-Bruno inquiets



Martha Gagnon

Depuis 40 ans, Guy et Yolande Paul, un couple de retraités, habitent une vieille maison sur le Grand Boulevard à Saint-Bruno, qu'ils craignent d'être obligés de vendre en raison d'une hausse de taxes probable de plus de 1000 \$ par année.

« C'est une grosse surprise après autant d'années, explique Mme Paul. Mon mari âgé de 62 ans, dont la santé est fragile, est inquiet. On n'a pas les moyens de payer une telle augmentation. Avec notre maigre revenu, on a juste assez d'argent pour vivre. Maintenant que notre maison est payée, on espérait continuer d'y vivre tranquillement. » Leur compte de taxes pourrait passer de 800 \$ à près de 2000 \$.

Les coûts de réfection du Grand Boulevard, situé au sud de la route 116, soulève la controverse depuis plusieurs semaines. La Ville a présenté un avis de motion pour l'adoption d'un règlement d'emprunt de 4,5 millions afin de remplacer l'égout sanitaire et l'aqueduc, construire un égout pluvial à la place des fossés actuels et refaire la rue pour améliorer la sécurité.

Les propriétaires riverains, qui sont une centaine, doivent payer 30 % de la facture, soit 1,3 million, selon le frontage taxable des propriétés. « Les comptes de taxes vont augmenter dramatiquement », dit Yves Cardinal, du Comité du

Grand Boulevard, qui prévoit payer 1400 \$ de plus par année.

« À cause du milieu rural d'antan, le frontage de certaines propriétés est supérieur à ce qui existe habituellement, ajoute-t-il. Un autre facteur qui rend la hausse indigeste, surtout pour les retraités aux revenus modestes. »

Le comité de citoyens a demandé à la Ville de réévaluer le projet pour tenter de diminuer la facture. Une pétition de 600 noms a été présentée à cet effet.

« Avant 80, les résidents ont collaboré au paiement d'infrastructures qui étaient nécessaires au développement de la ville au nord de la 116, alors que le sud a été relégué aux oubliettes par l'administration. On en connaît aujourd'hui les tristes effets », explique M. Cardinal.

Le Grand Boulevard servait autrefois de route nationale entre Québec et Montréal. Aujourd'hui, il n'a de grand que son nom. « Les nouvelles constructions et le développement moderne de secteurs adjacents ont fait apparaître un contraste presque gênant entre le moderne bien nanti et le vieux désuet », dit M. Cardinal.

« On nous ignorés pendant des années et voilà qu'on veut tout améliorer d'un seul coup, renchérit Mme Paul. À cause du développement résidentiel qui va rapporter beaucoup à la Ville. L'ouverture d'un golf à proximité de notre quartier a déjà stimulé la construction. Ceux qui y jouent ont peut-être davantage les moyens que nous de payer la hausse de taxes. »

Avec la collaboration de l'administration municipale, l'Association des propriétaires a mis sur pied un groupe de travail, formé de trois in-

génieurs, pour analyser le dossier et essayer de trouver des solutions. La vice-présidente, Edwige Skulska, précise que l'association défend les intérêts de l'ensemble de la collectivité.

« S'il y a des citoyens qui sont contre le réaménagement proposé du Grand Boulevard dont certains voudraient même préserver l'aspect rural, d'autres sont en faveur, dit-elle. Ils se plaignent des fossés profonds, du manque d'éclairage et de sécurité. Il faut tenir compte des intérêts de chacun. »

Il y a deux catégories de résidents. Les retraités établis depuis 40 ou 50 ans dont les revenus sont modestes et les plus jeunes, mieux nantis, qui ont acheté une maison au cours des dernières années.

Le directeur de la ville, André Lachapelle, affirme que la sécurité et le développement futur sont parmi les raisons qui justifient le réaménagement du Grand Boulevard. « Il y a maintenant des autobus qui circulent sur cette rue et les fossés de chaque côté présentent un danger. De plus, la Ville bénéficie d'une subvention dans le cadre du programme d'assainissement des eaux pour l'aider à reconstruire l'égout collecteur. » Quant au développement, il explique qu'après un moratoire de plusieurs années, le secteur devrait maintenant connaître un accroissement.

Selon M. Lachapelle, « il est vrai que la hausse de taxes est importante mais la Ville a déjà fait des efforts pour atténuer les impacts ».

« Le conseil réfléchit encore sur le mode de financement et le contenu du projet pour voir s'il y a lieu d'apporter d'autres modifications », ajoute-t-il.



PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse ©

« On n'a pas les moyens de payer une telle hausse de taxes », dit Yolande Paul qui craint de devoir vendre sa maison qui date de 1830.



COLLÈGE CDI

Réalisez votre avenir DE TECHNOLOGIE ET DES AFFAIRES

LE MODE D'ENSEIGNEMENT LE PLUS MODERNE AU QUÉBEC



L'avantage CDI

- Mode d'enseignement individualisé
- Près de 3 000 diplômés en emploi chaque année
- Aide à la recherche d'emploi ciblée
- Début de cours continuels selon des horaires souples

Carrières en technologies de l'information

- Programmeur(euse)-analyste (903.64)
- Techniques de réseaux informatiques (LEA .10)
- Techniques de micro-informatique (901.91)

No permis 749747

Parlez à un conseiller.

MONTRÉAL (514) 285-8585
LAVAL (450) 662-9090
LONGUEUIL (450) 677-9191
POINTE-CLAIRE (514) 694-2100
QUÉBEC (418) 694-0211

✱ Certains Campus






2821048

Votre succès fait notre fierté depuis 30 ans.

LORSQUE VOUS MAGASINEZ RECHERCHER CE LOGO

Saviez-vous que **LA MAJORITÉ*** des personnes consultées lors d'un sondage de **LÉGER & LÉGER** à Montréal ont avoué qu'elles seraient « un peu ou très tentées » de recourir aux services des compagnies sélectionnées pour le

Prix du Choix des Consommateurs !



Lorsque vous magasinez pour trouver une auto, un commerce, un restaurant, pour faire des réparations ou pour obtenir n'importe quel autre service.

Le feriez-vous ?

RECHERCHER TOUJOURS CE SCEAU DE CONFIANCE

* PLUS DE 67%

www.ccaward.com

Les compagnies qui affichent ce logo l'ont mérité lors d'un sondage indépendant mené par LE GROUPE LÉGER & LÉGER, l'une des maisons de sondage les plus fiables au Québec.

Le **PRIX DU CHOIX DES CONSOMMATEURS** est unique en Amérique du Nord. Les lauréats sont choisis par les consommateurs et non pas par un groupe de juges. Son objectif est d'identifier publiquement les établissements pour lesquels des consommateurs ont exprimé leur préférence compte tenu de la qualité, de la valeur, du service et de l'apparence générale de l'entreprise.

2821048

2831323

LA TÊTE DANS LES NUAGES.



Parce qu'il est bon de tout mettre en perspective avant une réunion

d'affaires, à plus de 10 000 mètres d'altitude, nous vous permettons

de prendre vos distances du bureau afin de peser les grands enjeux

et de voir plus loin. Air Nova. Au service

des grands visionnaires en affaires.



airNova
airAlliance

CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES OU AIR NOVA/AIR CANADA AU (888) 247-2262
OU RÉSERVEZ PAR INTERNET À L'ADRESSE WWW.AIRNOVA.CA

Laval / Laurentides / Lanaudière

Jardin des sources sur décharge sauvage



Jean-Paul Charbonneau

Une carrière abandonnée devenue décharge sauvage à Sainte-Thérèse, convertie au fil des ans en outil de développement et attrait touristique, sera bientôt connue sous l'appellation du Jardin des sources. Une grande partie se transformera en un « village de retraités » avec la construction de 475 unités de logement nécessitant un investissement de près de 25 millions de dollars.

« Cette gravelière avait complètement été vidée dans les années 1920 et 1930 pour construire notamment la gare de l'échangeur Turcot à Montréal, de telle sorte que la nappe phréatique a été mise à nu. Au fond des trous de ce que l'on appelait traditionnellement la carrière à Charron, des lacs et des ruisseaux se sont formés. Puis, au fil des années parce que personne ne l'entretenait, cet endroit est devenu une sorte de « décharge sauvage », a expliqué le maire Élie Fallu, la semaine dernière, lors du lancement du village pour retraités par le Réseau Sélection, qui a déjà réalisé quelques résidences pour personnes âgées à Laval, Montréal et ailleurs au Québec.

Devant l'état lamentable de cette ancienne carrière, la Ville a pris possession du terrain et procédé à son nettoyage. Plus d'une centaine de jeunes du groupe Sentiers jeunesse internationaux y ont travaillé durant sept à huit ans pour y faire un ménage complet.

« Pas moins de 1500 pneus, de vieux frigos, des pièces de rechange d'autos qui auraient pu servir à une bonne dizaine de garages et objets divers ont été sortis des ruines. Nous avons par la suite refait les infrastructures et relancé ce site, de telle sorte qu'il est devenu un puissant outil de développement. Il a été transformé pour accueillir des commerces et des rési-



PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse ©

Le maire Elie Fallu (à gauche ci-dessus) regarde la maquette du village pour retraités avec Réal Bouclin, président de Réseau Sélection.

dences. Ce matin, sur la dernière parcelle de terrain restante est lancé un projet qui deviendra une cité des aînés avec des logements de très belle qualité. Déjà le long de la Côte Saint-Louis, de nombreuses constructions ont été réalisées. »

Une somme de 700 000 \$ a été utilisée pour l'aménagement de ce site, situé non loin du centre commercial La Plaza Sainte-Thérèse, devenu un endroit fort recherché par la population.

Lors de la prochaine réunion du conseil municipal de Sainte-Thérèse, les lacs et les espaces verts de cette ancienne carrière seront officiellement désignés sous le vocable le « Jardin des Sources ». Pas moins de 14 différentes sources d'eau y ont été découvertes, l'une d'elles étant connue sous le nom de « rivière aux Chiens ».

Pour le maire Fallu, ce projet est le bienvenu ; dans cette partie des Basses-Laurentides, il manque

quelque 800 résidences pour personnes âgées. « Des personnes âgées sont obligées de quitter notre secteur pour aller habiter Montréal, Laval, Saint-Jérôme et ailleurs à cause d'un manque de logements », soutient-il.

Le projet lancé par Réal Bouclin et Sylvain Gagnon, respectivement président et directeur général du Réseau Sélection, sera réalisé en trois phases : les travaux de constructions de 169 des 475 unités prévus débiteront en septembre, l'ouverture étant prévue en mai 2001. Le projet devrait être complété en moins de cinq ans.

Les logements d'une pièce et demi à quatre pièces et demi offriront les mêmes commodités de base, dont une entrée laveuse-sécheuse, tandis que certaines unités de prestige présenteront des caractéristiques uniques, comme des balcons-serre, une première au Québec, prétend-on.

« Sur le site de ce village pour

retraités seront érigés plusieurs bâtiments d'une architecture empruntant à la fois au style victorien et l'aspect européen de Mont-Tremblant. On trouvera au centre du village un jardin communautaire avec sentiers, jeu de pétanque extérieur, piscine intérieure et salle d'exercice complète, cinéma maison, bibliothèque avec salon Internet, service religieux, salon de coiffure, pharmacie et clinique médicale », a spécifié M. Bouclin.

Vingt-deux différents modèles d'appartement seront construits et le coût de location par mois se situera entre 700 \$ et 1500 \$.

Le maire Fallu a souligné que des passerelles seront aménagées sur l'emplacement du Jardins des Sources afin de permettre aux visiteurs de se déplacer et M. Bouclin a expliqué que l'intimité et la sécurité des résidants du « village des retraités » seront protégées par une clôture avec une guérite.

À la mi-janvier, le conseil muni-

cipal de Sainte-Thérèse avait déjà donné son approbation à la construction d'un complexe résidentiel du Groupe Maurice pour personnes âgées au coût de 6,5 millions, dont les travaux commenceront en mars.

Ce complexe domiciliaire réalisé en plein coeur de Sainte-Thérèse sera connu sous le nom « Les résidences du Marché » et 124 appartements sur quatre étages seront offerts. Là aussi on y retrouvera un style emprunté aux complexes résidentiels de Mont-Tremblant.

L'ensemble du complexe domiciliaire comportera 22 studios, dont le prix du loyer varie mensuel entre 775 \$ et 825 \$, 78 trois pièces (entre 975 \$ et 1055 \$) et 24 quatre pièces (entre 1125 \$ et 1235 \$). Différents services communautaires seront mis à la dispositions des locataires.

Jean-Paul.Charbonneau.@ la-presse.ca

Actualités

Pourquoi au juste un sommet de la jeunesse? Les jeunes ne sont-ils pas heureux après tout?



Marie-Claude Lortie

Pourquoi au juste faire un sommet de la jeunesse ? Les jeunes sont heureux !

En tout cas, c'est ce qu'ils ont prétendu aux sondeurs de la maison SOM, qui leur ont posé quelques questions à la demande de *La Presse*, du 3 au 11 février dernier.

Selon le sondage, mené auprès de 600 répondants, les jeunes sont effectivement tout à fait sereins : 96 % ont dit oui quand on leur a tout bonnement demandé « Êtes-vous heureux ? »

Chez les francophones, c'est même encore plus élevé : 98 % ont répondu « oui » alors que 86 % des jeunes anglophones avouaient leur bonheur.

Et qui sont les personnes les plus heureuses de toutes ? Celles qui restent à la maison. Elles ont toutes dit oui aux sondeurs !

Les plus malheureux, par contre, sont les chômeurs et les assistés so-

ciaux : 29 % ont dit non quand on leur a posé la question.

Ce qui devrait toutefois intéresser les gens de l'organisation du sommet, c'est que le problème de la dénatalité ne semble pas prêt d'être réglé. En effet, 70 % des jeunes veulent avoir deux ou un enfant ou aucun, contre seulement 26 % qui en veulent trois ou plus. Les autres 3 % ne savent pas.

Et les femmes sont partagées.

Plus de femmes que d'hommes veulent seulement un enfant : 15 % contre 8 %. Alors que 56 % des gars veulent deux enfants, contre 47 % des filles. Mais quand on



parle de grosses familles, style quatre enfants et plus, alors les femmes sont plus nombreuses à dire oui : 11 % contre 9 % pour les gars.

Les jeunes de Montréal sont aussi plus réticents que ceux de l'extérieur à l'égard des grosses familles : 15 % des jeunes citadins veulent seulement un enfant contre 8 % ailleurs en province et 47 % en veulent deux contre 55 % dans le reste du Québec.

Ces jeunes ne croient pas que ce soit une bonne idée d'élever ses enfants seuls. Environ 93 % d'entre eux croient qu'il est crucial d'être en couple pour avoir des rejetons.

Notons que les femmes sont légèrement moins nombreuses à trouver que la famille doit absolument se construire autour de deux parents. Presque 10 % trouvent que c'est peu ou pas du tout important, contre 4 % des gars.

Côté religion, le sondage nous permet de constater que les jeunes sont parfaitement divisés entre ceux qui sont complètement indifférents, ceux qui trouvent que la religion devrait être enseignée à l'école, ceux qui préfèrent la morale et ceux qui pensent que c'est plutôt l'histoire des religions qu'on devrait montrer aux écoliers.

La seule différence marquée est entre la région de Montréal (où on préfère la morale à la religion) et le reste de la province où on préfère la religion à la morale.

Finalement, le sondage ne dit pas si les jeunes sont écolos mais il nous apprend que la moitié ne dépense pas un sou noir pour une voiture. Même entre 25 et 29 ans, plus du quart des jeunes ne met aucun argent sur une voiture.

Les jeunes aiment mieux épargner peut-être ? Tous âges confondus, plus de la moitié ont mis de l'argent de côté durant la dernière année et près des trois quarts ont l'intention de le faire cette année.



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

« Dans la vie, il y a autre chose que le fric et la réussite à tout prix, fût-elle carriériste ou matérielle », dit Mathieu Richer, 17 ans.

DES CHIFFRES ET DES JEUNES

- En 1996, près des deux tiers des jeunes de 18 à 24 ans (63 %) habitaient encore chez leurs parents.
- Parmi les 15 à 17 ans, la proportion était de 97,6 %.
- Chez les 25 ans et plus, il y avait en 1996 195 840 personnes habitant encore chez leurs parents.
- En 1996, l'âge moyen au mariage, au Québec, était de 29 ans pour les garçons et 27 ans pour les filles.
- Chez les jeunes de 20 à 24 ans, les trois quarts ne sont pas mariés. Près du quart sont mariés ou vivent en union de fait et moins de 1 % sont séparés, divorcés ou veufs.
- Chez les jeunes de 25 à 29 ans, un peu plus de la moitié (55 %) sont mariés ou vivent en union libre et 43 % sont célibataires. Un peu moins de 3 % sont soit divorcés, soit séparés, soit veufs.
- Selon le recensement de 1996, 55 % des célibataires âgés de 20 à 24 ans sont des garçons, une proportion qui grimpe à 60 % chez les célibataires âgés de 25 à 29 ans.

Source : Statistique Canada



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Catherine Lagacé, 23 ans, caissière dans une boulangerie, compte bien se marier et avoir des enfants.

La difficile quête d'un univers personnel, au-delà du fric et de la réussite à tout prix

MARIE-CLAUDE LORTIE

« Moi, une société où les riches deviennent plus riches et où les pauvres sont de plus en plus pauvres, comme l'Ontario de Harris, ça ne m'intéresse pas », lance Mathieu Richer, 17 ans.

Étudiant encore à la maison, Mathieu n'a pas encore plongé dans la course folle du travail, des taxes, des baisses d'impôt, des paiements d'hypothèque et de la concurrence sociale et économique.

Mais il a accumulé assez d'heures de chorale, d'études, de béné-

volat, de sport, de lecture de journaux et d'écoute pour décider qu'à son avis, les baisses d'impôts ne profiteraient pas nécessairement aux plus démunis de la société et que dans la vie, il y a autre chose que le fric et la réussite à tout prix, fût-elle carriériste ou matérielle.

« À un moment donné, expliquait-il récemment à *La Presse* dans le cadre d'une discussion pré-Sommet de la jeunesse, il faut s'arrêter et rajuster ses valeurs. Voir ce qui est vraiment important. C'est pas tout avoir qui apporte plus de bonheur. »

Yannick Mercier, 23 ans et technicien en procédés chimiques, va dans le même sens. « On est rendus trop matérialistes, lance-t-il. On dirait qu'il faut toujours une

plus grosse maison, une plus grosse auto, une plus grosse cave à vin. »

Si sa blonde avait une meilleure job que lui, il n'hésiterait à faire passer sa carrière en deuxième pour s'occuper plus des enfants qui s'en viennent. « Moi, ça ne me dérangerait pas », laisse-t-il tomber. Comme ceux interrogés dans le sondage SOM-*La Presse*, les jeunes interviewés par *La Presse* veulent généralement avoir des enfants, vivre en couple, ne pas se laisser entraîner dans le matérialisme et la consommation à tout prix. Ils sont sûrs que c'est possible.

Certains pensent que la carrière doit rester importante, comme Marc Laverdière, informaticien de 29 ans. Mais il reconnaît que c'est plus difficile aujourd'hui qu'avant

de combiner famille-travail.

Mathieu Richer, lui, trouve qu'il faut mettre du temps et de l'énergie à bâtir son univers. Ne pas considérer le mariage comme un produit de consommation qu'on rejette quand il ne fait plus l'affaire.

La famille semble une valeur importante pour tous. Mais on constate que ce n'est pas nécessairement facile.

Constance Dubeau, par exemple, 26 ans, mère de quatre enfants actuellement à la maison, pense que le gouvernement devrait donner plus d'aide financière. « À nous, les mères à la maison, ils pourraient au moins nous donner 5 \$ par enfant par jour. La même chose qu'en garderie. Là, on n'a rien ! »

« Le gouvernement parle de dénatalité, mais actuellement il ne fait

absolument rien pour inciter les jeunes à avoir des enfants », ajoute Yannick Mercier. « En tout cas pas avec le programme de congé de maternité qu'on a », ajoute Constance Dubeau.

Catherine Lagacé, 23 ans, caissière dans une boulangerie, veut se marier et avoir des enfants. Elle doit encore terminer ses études en textile et trouver du boulot mais elle veut des enfants avant 30 ans. Le travail passera en second, s'il le faut.

« Je ne veux pas que le travail prenne plus de place que la famille, dit-elle. C'est la société qui met tout le temps l'accent sur le prestige et la réussite matérielle. Mais moi je crois que nous les jeunes, on est moins obsédés par ça que les vieux. »

SONDAGE SOM <i>La Presse</i>						
■ Voulez-vous avoir des enfants et si oui, combien?						
	Oui un	Oui deux	Oui trois	Oui - quatre ou plus	Non	NSP / NRP
Ensemble (n: 600)	11,2%	51,3 %	16,0 %	10,1 %	8,1 %	3,1 %
■ Considérez-vous qu'il soit... important d'être en couple pour élever des enfants?						
	Très	Assez	Peu	Pas du tout		
Ensemble (n: 599)	73,0 %	19,9 %	5,1 %	2,0 %		

Infographie La Presse

MÉTHODOLOGIE	
Ce sondage SOM- <i>La Presse</i> a été effectué du 3 au 11 février, deux semaines environ avant le début du Sommet du Québec et de la jeunesse, qui se tiendra à Québec du 22 au 24 février. Il a été réalisé à partir de 600 entrevues téléphoniques auprès de jeunes âgés de 15 à 29 ans. Le taux de réponse obtenu est de 68 %, la marge d'erreur est de 4,5 %, 19 fois sur 20.	

SONDAGE SOM <i>La Presse</i>	
■ Au sujet de l'enseignement religieux à l'école, lequel des énoncés suivants correspond le mieux à votre opinion?	
Ensemble (n: 600)	
Catholique / protestant enseignée à l'école	21,3 %
Morale enseignée à l'école	20,8 %
Histoire des religions enseignée à l'école	26,3 %
Aucun	9,3 %
Indifférent NSP / NRP	22,3 %

Infographie La Presse

Entrevue avec... *Dick Walsh*

La complainte du phoque égaré à Babylone



Nathalie Petrowski

Veste en croco, pantalon en cuir, chaussettes vert lime sur espadrilles argentées, c'est ainsi que Dick Walsh s'est présenté à notre rendez-vous. Son look d'enfer est la première chose que j'ai remarqué. La deuxième, c'est la Labatt 50 qu'il venait de commander. Il était 14 h, le bar de l'Intercontinental était vide et Dick Walsh n'en finissait plus d'admirer la mythique étiquette verte célébrée par Olivier Guimond. Une Labatt 50 pour ce directeur artistique et étalagiste de renommée, ce n'était pas une simple bière. C'était l'histoire du Québec encapsulée dans une bouteille. C'était aussi le rappel d'un passé avec lequel il a coupé les ponts il y a cinq ans.

J'ai voulu rencontrer Dick Walsh après avoir aperçu son nom dans le *Newsweek* entre Noël et le Nouvel An. L'article parlait d'une mégafête dans un hôtel chic de Miami organisée par une des nombreuses ex de Mick Jagger et par le Montréalais Dick Walsh. L'événement réunissant 15 000 invités devait être le party du siècle jusqu'à ce que le riche propriétaire de l'hôtel soit arrêté pour le meurtre de sa petite amie. Bonjour l'an 2000 !

De Dick Walsh je savais déjà un certain nombre de choses : qu'il avait mis en scène le mégamariage de Céline à Montréal, qu'il avait été directeur artistique au *Elle-Québec*, qu'il avait longtemps travaillé avec Gilles Gagné et organisé avec lui des défilés délirants au Lime-light, mais surtout qu'il avait été le principal artisan d'une révolution dans les vitrines montréalaises.

Après quelques appels infructueux à son appartement de la 77^e rue à New York, je l'ai enfin rejoint sur une route entre Donacona et Montréal. À ma grande surprise, celui que je croyais plus urbain que l'inventeur du béton, revenait tout guilleret d'une partie de pêche sur glace. En vacances au Québec après un début de millénaire passablement mouvementé (le party du siècle a finalement eu lieu dans un plus petit hôtel avec seulement 4000 invités), Dick Walsh m'a fait penser au phoque en Alaska dans la chanson de Beau Dommage.

Comme le phoque esseulé sur sa banquise, il se demande sans arrêt si ça vaut la peine d'aller faire tourner des ballons sur son nez dans un cirque aux États-Unis. S'il n'écoutait que son coeur, Walsh plaquerait Ru Paul, Cher, l'ex de Mick Jagger et reviendrait à Montréal demain matin. Mais si le coeur a des raisons que la raison ne connaît pas, sa carrière new-yorkaise n'a pas de coeur mais énormément d'avantages. C'est pourquoi le phoque esseulé continue de vivre à Babylone en s'ennuyant de Montréal et de sa mère.

« J'ai passé une première année difficile et puis tout s'est mis à dé-



Dick Walsh attribue son don pour les contradictions à son vrai nom qui sonne faux.

bouler. Aujourd'hui, je ne sais plus où donner de la tête. Reste qu'une fois que t'as fait le tour du jet-set new-yorkais, c'est toujours un peu la même chose. C'est pour ça que des fois je suis plus excité à l'idée de m'asseoir devant la télé à Montréal et de regarder un spécial sur Claude Blanchard que d'aller manger avec Cher. »

Dans la bouche d'un autre, l'affirmation sera aussi peu crédible que prétentieuse. Mais la grande amie de Walsh m'assure que le directeur artistique a tellement vécu dans le jet-set qu'il en a fait une overdose. Montréal est devenu pour lui un refuge où il n'est pas obligé de réagir à tout bout de champ et où il peut enfin créer.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Il y a cinq ans au lendemain du mariage de Céline Dion dont il avait assuré la direction artistique à la basilique Notre-Dame comme à l'hôtel Omni, Walsh ne voulait plus rien savoir du Québec. « Pour le mariage de Céline, j'étais à la tête de 263 personnes qui n'ont pas arrêté de se plaindre. Puis du jour au lendemain, je me suis retrouvé tout seul et plus bon à rien. Le mariage de Céline aurait dû m'apporter un paquet de propositions. Il m'a juste apporté du chômage. »

Voyant la quarantaine approcher

à grande vitesse et sentant grandir sa peur de n'avoir rien accompli, Walsh a décidé de risquer le tout pour le tout. Il a vendu sa vaste maison à Montréal et a emménagé dans un placard du East Village à New York où il a passé les six premiers mois à ne rien faire sinon respirer l'air du temps. Puis mine de rien, il s'est mis à changer de rythme, à ne plus parler du passé et à cesser de toujours vouloir tout expliquer : bref à devenir de plus en plus new-yorkais. Les contrats ont suivi. Sony Music lui a proposé de monter la vitrine de son magasin phare au coeur de Manhattan. De fil en aiguille, Walsh s'est retrouvé à mettre en scène le party des Grammys dans le magasin à rayon Barneys, à travailler avec Ru Paul, le travesti et porte-parole des produits de maquillage Mac, et à conseiller Cher. Pris dans le tourbillon de la Grosse Pomme, il n'a pas pour autant oublié le Québec.

« Moi, ce que je voulais dans la vie, c'était de vivre tout seul au fond des bois et de peindre des ours, mais il faut croire que j'ai le don de nager continuellement en pleine contradiction. »

Ce don pour les contradictions, Dick Walsh l'attribue à son vrai nom qui sonne faux.

« Je pense que le nom que tu

portes te donne un destin. Le mien m'a condamné dès la naissance à être différent », dit-il en racontant que sa différence a commencé à l'église de Donacona lorsque le curé a refusé de le baptiser sous prétexte que Dick n'était pas le nom d'un saint. Les choses ne se sont pas améliorées à la petite école où les enfants l'appelaient : « wash your dick ». Au début, il ne comprenait pas pourquoi. Lorsqu'une âme charitable lui a finalement expliqué ce que son prénom signifiait en anglais, le pauvre a voulu changer de nom sur le champ. Sa mère a refusé.

Né un 6 septembre 1956 à Donacona, cinquième des sept enfants de Freddy Walsh, un Irlandais entrepreneur à la Domtar et de Lucille Galarneau, Walsh a étudié en arts plastiques au cégep François Xavier Garneau.

Pour se faire de l'argent de poche, il postule un été au Eaton de Sainte-Foy où il est embauché comme préposé aux mannequins. Six mois plus tard, on lui offre un poste d'étalagiste au Eaton de la rue Sainte-Catherine à Montréal. L'année suivante, on lui confie carrément la direction des vitrines et la gestion de leurs 36 employés.

C'était au début des années 70. À l'époque, Eaton se contentait de monter cinq grandes vitrines par

année. Tous les soirs, les lumières des vitrines s'éteignaient à 21 h pile. Quant au travail des étalagistes, il consistait à mettre en vedette la table ou le toaster du mois.

Dick Walsh se bat pour secouer ces vieilles habitudes, déclenchant malgré lui une minirévolution. Les vitrines se mettent à changer toutes les deux semaines. Elles restent allumées jusqu'à 2 h du matin, mais surtout, grâce à ses mises en scène, les vitrines racontent des histoires et suscitent parfois même des débats.

« J'ai commencé par faire faire des mannequins. Je leur ai donné de nouvelles formes, puis des expressions dans le regard et enfin des vrais cheveux. Parfois aussi, je leur collais des boules de gomme sur les mamelons pour qu'elles aient l'air plus réelles. »

Pour une promotion de laveuses, il campe un mannequin songeur, assise les jambes croisées sur la machine à laver, à côté d'une pile de 25 sous. Pour une promotion de diamants, il recrée une scène de bal du film *Valentino*, sauf que les deux danseurs dans la vitrine sont des hommes qui valsent devant un diamant.

La vitrine fera scandale. « Chez Eaton, j'ai toujours eu plus de problèmes que de succès. Ce qui me sauvait, c'était le public qui s'arrêtait fasciné devant mes vitrines et qui en redemandait. »

La goutte qui fait déborder le vase commence banalement. À l'occasion d'une vente TransCanada, Eaton demande à Walsh de mettre en valeur son département de meubles. Ne cherchant pas vraiment le scandale et suivant tout simplement l'inspiration du moment, Walsh recrée différentes pièces de la maison. Pour pimenter le tout, il installe des coffres-forts ouverts dans le décor et dessine sur le plancher devant chaque meuble la silhouette d'un cadavre, évoquant par un simple jeu de ruban blanc, un vol, un crime, un drame.

Ce sera sa dernière vitrine pour Eaton qui le congédie sur-le-champ. Walsh n'en est pas mécontent. Son faux vrai nom rayonne désormais au-delà des limites de la ville. Pendant les mois qui suivent, il devient un étalagiste itinérant, invité à mettre en scène les vitrines de Bloomingdale à New York, des Galeries Lafayette à Paris et des magasins Sheishido à Tokyo.

Vingt ans plus tard, Walsh trouve pourtant qu'il a fait le tour du monde des vitrines.

« Visuellement, c'est devenu très difficile de faire quelque chose de marquant ou de choquant. Tout a été fait. C'est pourquoi ce qui m'intéresse maintenant, c'est l'énergie qu'une chose dégage et non pas la chose en soi. La dernière fois que Sony m'a demandé de faire une vitrine, j'ai laissé les vendeurs la faire à ma place. Moi, pendant ce temps-là, j'ai monté une murale avec des télé. »

La dernière fois que j'ai parlé à Dick Walsh, il se demandait à nouveau ce qu'il allait faire de sa vie. Hermès venait de lui faire une proposition, les produits de maquillage Mac avaient renouvelé la leur. Et Dick Walsh ne songeait qu'à fuir à Los Angeles et à s'inscrire dans un petit hôtel au bord de la mer sous un vrai faux nom.

Si d'aventure au cours des trois prochains mois vous croisez un Victor Taylor sur la Côte ouest, sachez que ça sera probablement lui.

Vous contrôlerez tout... sauf votre euphorie.



La TL 2000 à 36 000 \$*

L'Acura TL est équipée de façon impressionnante : moteur VTEC de 225 chevaux • boîte séquentielle SportShift à cinq vitesses • système de traction asservie (TCS) • phares à décharge de haute intensité (HID) • suspension indépendante à double fourchette aux quatre roues • chaîne sonore Bose® avec lecteur CD • sièges avant chauffés en cuir • coussins gonflables avant et latéraux • toit ouvrant électrique • service d'assistance routière 24 heures sur 24. Renseignements supplémentaires au 1 888 9-ACURA-9.

Une vision qui inspire un élan de passion.



*P.D.S.F. de la 3.2TL 2000. Transport et préparation (850 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le prix de vente du concessionnaire peut être inférieur. Pour plus de détails, consultez votre concessionnaire Acura. ®Bose est une marque déposée de Bose Corporation.

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

21 février 2000

Page A10 manquante

Mille camionneurs ontariens décident de faire la grève

Presse Canadienne
OSHAWA, Ontario

Quelque 1000 camionneurs ontariens ont décidé de remiser leurs camions jusqu'à nouvel ordre afin de protester contre la hausse des prix de l'essence et le bas niveau de leur rémunération.

C'est dans une salle de conférence surchauffée que la décision a été prise d'organiser un arrêt de travail de toute l'industrie du camionnage ontarien, à compter de minuit, hier.

Il faut toutefois signaler qu'aucun organisme ne représente les camionneurs ontariens, qui oeuvrent par le biais de contrats individuels avec les compagnies de transport.

Les camionneurs ont promis que leur grève se fera dans l'ordre, sera légale et qu'aucune route ne sera bloquée.

« La plupart d'entre nous avons des programmes de pension et c'est là que devrait aller notre argent, pas dans l'essence », a déclaré un camionneur d'Oshawa.

Un arrêt de travail dans l'industrie du transport routier aurait des conséquences graves pour l'Ontario, où 90 % de la marchandise en vrac est transportée par camion.

Les camionneurs ontariens ne sont pas les seuls à se plaindre des coûts élevés de l'essence, mais, pour l'instant, la grogne n'est pas à ce point élevée qu'il faille s'attendre à une révolte des automobilistes.

« Dans un mois, les gens vont continuer à se plaindre des prix élevés à la pompe, mais ils seront

habitués, affirme Graham White, un professeur de sciences politiques à l'Université de Toronto. Et vous pouvez être certains que les gouvernements comptent là-dessus. »

De son côté, la société Petro-Canada ne veut pas prendre tout le blâme pour la hausse des prix de l'essence. La compagnie a posé des collants sur ses pompes indiquant que les gouvernements provinciaux et fédéral prélevaient 0,30 \$ sur chaque litre d'essence vendu, dont le prix varie entre 0,65 \$ et 0,80 \$ au Canada.

Autrement dit, Petro-Canada estime que ce n'est pas à elle de réduire le coût de l'essence, mais aux gouvernements.

« Nos profits après raffinage sont peu élevés et l'industrie ne génère pas beaucoup de bénéfices, affirme Chris Theal, un analyste de l'industrie de l'énergie chez CIBC World Markets de Calgary. Le vrai problème, ce sont les taxes. Elles sont élevées. »

« Le consommateur en a marre, affirme pour sa part le député libéral fédéral Dan McTeague, qui avait fait enquête sur une autre flambée des prix de l'essence en 1997. Les gens se disent : nous payons trop cher, arrangez-vous pour que les prix baissent. »

Quant aux raffineurs, M. McTeague estime que leurs profits sont à la hausse et qu'ils peuvent contribuer à une réduction de prix.

Mais réduire les taxes sur l'essence ne réglerait pas tout, ajoute le député libéral. M. McTeague croit qu'il sera nécessaire également d'apporter des modifications dans l'industrie du raffinage et dans la façon de vendre l'essence.

La CSN laisse tomber sa date butoir du 20 février

Presse Canadienne

Satisfaite de la réaction du gouvernement, la CSN a laissé tomber sa date butoir du 20 février qu'elle avait fixée pour entamer des moyens de pression lourds dans le secteur du camionnage.

Les camionneurs propriétaires représentés par cette centrale avaient donné jusqu'à hier au gouvernement pour qu'il fasse part de ses solutions pour régler les problèmes des routiers.

Le vice-président de la CSN, Roger Valois, croit que la décision du ministre des Transports, Guy Chrevette, de convoquer les intervenants de l'industrie, vendredi prochain, est pour le moment acceptable.

« La date butoir du 20 février, c'était pour que le ministre (Chevrette) nous fasse part des intentions qu'il allait manifester devant le Conseil des ministres, a dit M. Valois en entrevue, hier. (...) Il nous dit le 25, alors pour nous, le 20 ou le 25, c'est du même acabit. »

Entre-temps, des moyens de pression se sont poursuivis, hier, pour forcer les expéditeurs à compenser les camionneurs pour les hausses du coût du carburant. Des camionneurs manifestaient notamment à l'intersection des routes 309 et de l'autoroute 50, en Outaouais.

Direction Ottawa

Presse Canadienne
REGINA

Un Canadien pas comme les autres traîne avec lui la vague de mécontentement des fermiers de l'Ouest, à une vitesse de 20 km/h, pour l'amener jusqu'à Ottawa.

Le 1^{er} février dernier, Nick Parsons, agriculteur, a quitté sa ferme de Dawson Creek, en Colombie-Britannique, à bord de sa moissonneuse-batteuse en direction de la capitale fédérale, avec pour objectif de sauver les fermes familiales du pays.

M. Parsons souhaite être à Ottawa à la mi-mars, où il désire rencontrer personnellement le premier ministre Jean Chrétien afin de lui demander de l'aide pour les agriculteurs de l'Ouest canadien, qui sont aux prises avec de graves difficultés économiques à cause de la faiblesse du prix des céréales.

ANGLAIS
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue
COURS INTENSIFS : à temps partiel et semi-intensifs
de jour, 25 h/semaine matin, après-midi, soir, samedi
135 \$/semaine 1 à 7 fois/sem. • 190 \$/30 h*
*matériel pédagogique inclus, pas de taxe, déductible d'impôt, frais d'inscription : 40\$

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

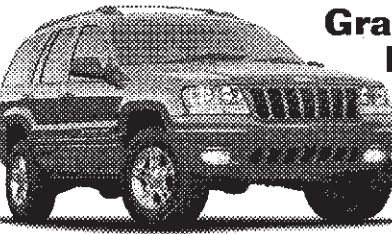
5268, av. du Parc
www.converlang.com (514) 278-5309



Toujours imité, jamais égalé avec
pie X 2000
Grâce à vous nous sommes le #1 des ventes au détail Chrysler†

La place où vous sortez toujours content ... Sans comptant !

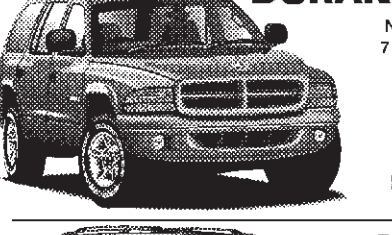
Les meilleurs prix à 0 \$ comptant.



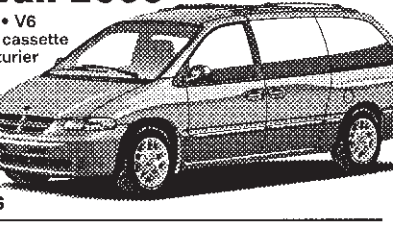
Grand Cherokee Limited 2000
• V8 • Bien équipé
0\$ comptant
589\$*/mois



Grand Cherokee Laredo 2000
Bien équipé
0\$ comptant
499\$*/mois



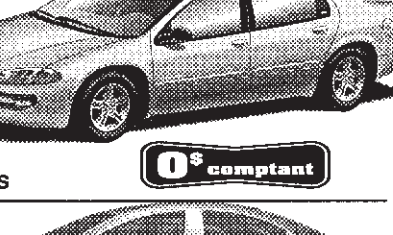
DURANGO SLT 2000
Nouveau moteur V8 4,7 litres, 7 passagers et beaucoup plus.
0\$ comptant
499\$*/mois



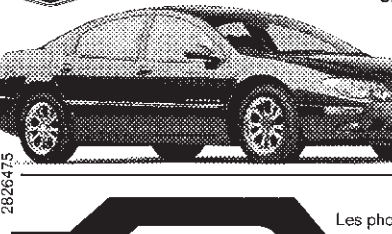
Grand Caravan 2000
• Climatiseur • 7 passagers • V6 • Groupe électrique • Radio cassette • Vitres fumées du manufacturier • Portes coulissantes
0\$ comptant
344\$*/mois



Caravan 2000
0\$ comptant
329\$*/mois



Intrepid ES 2000
• Boîte automatique avec Autostick • V6 • Roues en alliage • Bien équipée
0\$ comptant
399\$*/mois



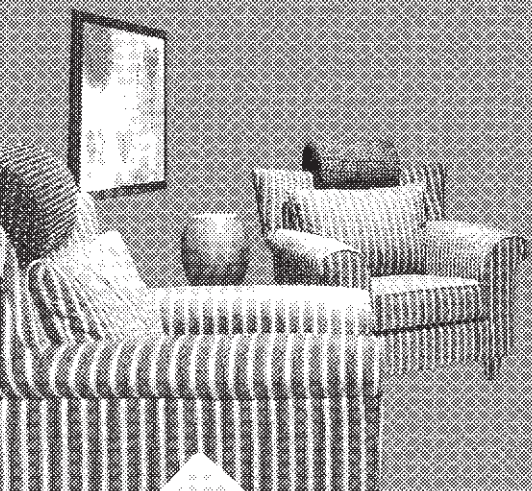
300 2000 La voiture de l'année en 1999 selon le Motor Trend
• Boîte automatique avec Autostick • Sièges chauffants avec mémoire • Très bien équipée
0\$ comptant
509\$*/mois

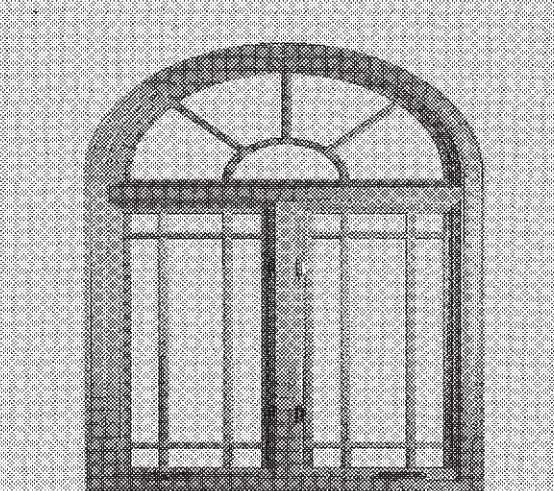


NEON 2000
0% D'INTÉRÊT / 60 MOIS DISPONIBLE

9350, boul. Pie-IX Montréal (Nord de Métropolitain)
(514) 327-9000
www.pieixchrysler2000.com

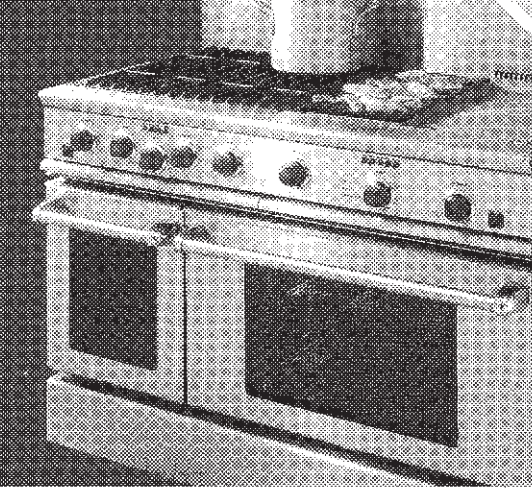
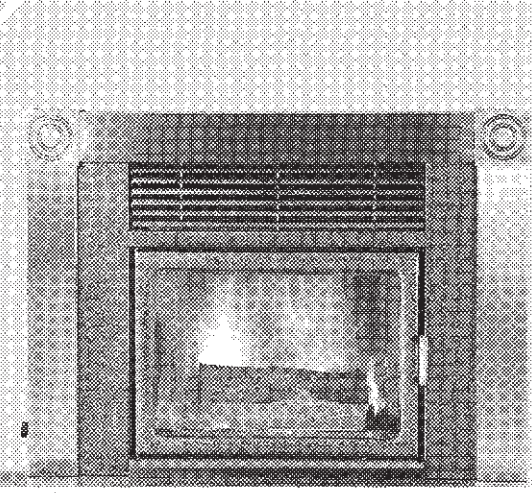
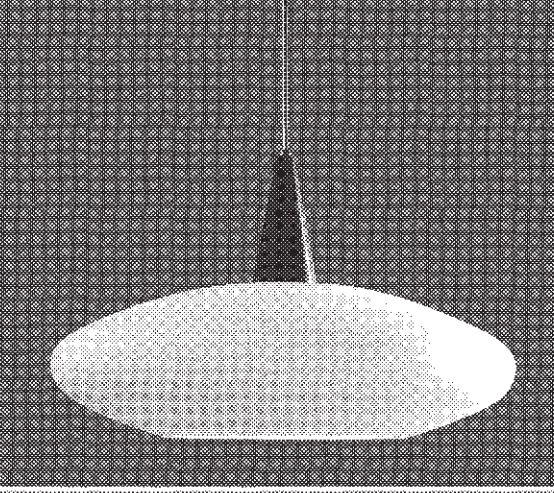
* Location 36 mois, transport, préparation, taxes sur climatiseur, divers et taxes applicables 1 495 \$.
† Selon le rapport de Chrysler Canada pour la région de Montréal pour les mois de déc. 1999 et jan. 2000.





Le **21^e**
Salon national de l'habitation
et Salon de l'aménagement extérieur
à l'ère du 21^e siècle

25 février au 5 mars, Stade olympique, Montréal

INNOVATION, ÉVOLUTION
Toutes les nouveautés en ameublement, décoration, cuisines, salles de bains, construction, rénovation, portes, fenêtres, piscines, aménagement extérieur, chauffage, climatisation...

Attractions spéciales :

Les Rendez-vous de l'innovation Desjardins en collaboration avec la SCHL.
Un spectacle son et lumière consacré aux grandes nouveautés habitation.

- Visitez le **Projet Point Zéro** sur le Lac, présenté par **Le Groupe MK**, un projet domiciliaire nouveau genre.
- **Trévi EXOTICA**, des idées d'aménagement enchanteur à recréer dans sa cour.
- **Remontez le temps avec Protectron**, l'incroyable évolution de la sécurité de l'âge de pierre à aujourd'hui.
- **L'Avenue Décors & Styles**, les dernières tendances en design et accessoires décoratifs.
- **Un décor santé et anti-stress inspiré du Feng Shui de Niagara-Thérapie du Canada par Ultrassage.**
- **Le Carrefour du gaz naturel** présenté par **Gaz Métropolitain**, démonstrations et dégustations au programme.

Un parcours remodelé, qui met à profit les espaces nouvellement aménagés. Recevez un répertoire complet des produits et services de nos exposants à l'achat de votre billet d'admission !

HEURES D'OUVERTURE
Du lundi au samedi : ... 9 h à 22 h
Dimanche : 9 h à 20 h
La billetterie fermera deux heures avant la clôture du Salon.

PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses)
Adultes 9,50 \$
Étudiants et aînés 7,50 \$
Carte Accès Mtl. 7,50 \$
Enfants de 6 à 12 ans 4,00 \$

Un événement
PROVÉDOP
En collaboration avec
La Presse

En association avec
APCHA
TVA
CKOI 96.9 FM

Politique

Ujjal Dosanjh prend le pouvoir à Victoria

Presse Canadienne
VANCOUVER

Le Procureur général de Colombie-Britannique, Ujjal Dosanjh, a été élu hier, au premier tour, chef du Nouveau Parti démocratique, devenant ainsi de facto le premier ministre de la province et le premier Indo-Canadien à occuper un tel poste.

Âgé de 52 ans, M. Dosanjh devait prêter serment cette semaine. Il a rapidement indiqué qu'une élection provinciale n'était pas dans ses priorités. « Nous avons jusqu'en juin 2001 pour nous occuper de cela », a-t-il dit au cours de son premier point de presse comme

premier ministre désigné. M. Dosanjh s'emploiera plutôt à refaire l'unité du parti et fournir « une nouvelle direction au gouvernement ». Il s'est engagé à revigorer les politiques progressistes en Colombie-Britannique. Il a également reconnu les lacunes du NPD

et promis un gouvernement « que vous pourrez respecter ».

M. Dosanjh a dit qu'il n'avait pas encore pensé à la formation d'un nouveau conseil des ministres.

Le leader de l'Opposition libérale, Gordon Campbell, a affirmé que l'élection de M. Dosanjh constituait un motif de fierté pour ce dernier « et pour les Indo-Canadiens de tout le pays. Je le félicite ».

Il a cependant ajouté que M. Dosanjh devrait travailler à créer une stabilité en Colombie-Britannique, plutôt qu'à unifier le NPD, et que cela passait par la tenue d'élections. La campagne de M. Dosanjh avait

donné lieu à une controverse à la suite de l'adhésion de milliers de nouveaux membres au parti, certains formulaires d'adhésion s'étant révélés faux.

Aujourd'hui, M. Dosanjh et celui qui fut son plus proche rival dans la course à la direction du parti, Corky Evans, affirment tous deux qu'il est temps d'unir le NPD contre le véritable ennemi — les libéraux de l'Opposition, qui détiennent une confortable avance dans les sondages.

Les quatre dernières années du NPD au pouvoir ont été parsemées de scandales, dont celui qui a éclaté quand on a appris, quelques mois à peine après son élection, en 1996,

que le parti avait affirmé que deux budgets ne comportaient aucun déficit, alors que ce n'était pas le cas.

« Je veux changer la façon dont le gouvernement gère les finances », a dit M. Dosanjh, promettant la transparence.

Le nouveau premier ministre, qui a obtenu 769 voix contre 549 pour M. Evans, a indiqué qu'il souhaitait la lecture d'un Discours du trône et la présentation d'un nouveau budget d'ici la fin mars.

Le congrès à la direction a été déclenché par la démission de l'ex-premier ministre Glen Clark, à la suite d'un scandale impliquant une maison de jeu, auquel il a été mêlé.

L'absence de Manning aux Communes suscite des critiques

Presse Canadienne
OTTAWA

L'absence du leader réformiste Preston Manning de la Chambre des communes en plein scandale des subventions controversées du gouvernement de Jean Chrétien est critiquée. On lui reproche de manquer une occasion en or de défendre une autre façon de gouverner.

Mais les défenseurs de M. Manning soutiennent qu'ils n'ont pas besoin de lui en Chambre, et qu'il fait bien de se consacrer à sa tournée du pays pour promouvoir sa nouvelle alliance des forces de droite.

Preston Manning avait « une véritable occasion de mettre de l'avant une solution de rechange au gouvernement. Et il l'a manquée », affirme Bill Fox, ancien attaché de presse de l'ex-premier ministre Brian Mulroney et aujourd'hui expert-conseil en médias à Toronto.

Lee Morrison, le député réformiste dissident de la Saskatchewan qui avait tenté — n vain de con-

vaincre ses pairs d'écarter Preston Manning de la direction du parti, proteste lui aussi contre l'absence de M. Manning. Pour appuyer son point de vue, il s'est même assis sur le siège de M. Manning en Chambre.

« J'imagine que s'il n'en veut pas, je peux tout aussi bien m'asseoir (à sa place) », a-t-il déclaré, faisant s'esclaffer des députés libéraux.

M. Manning ne s'est présenté qu'à deux reprises en Chambre depuis la reprise des travaux parlementaires, le 7 février dernier.

Mais des stratèges réformistes et des membres du caucus pensent que le Parti réformiste se dé-

brouille mieux en Chambre sans la présence de M. Manning, et que ce dernier a profité de l'occasion que lui offre sa tournée canadienne pour présenter son nouveau parti, l'Alliance canadienne, et étayer sa candidature à la direction de la formation.

Au moins un des membres du caucus réformiste, le député Roy Bailey, de Saskatchewan, juge que le parti s'en tire mieux en l'absence de M. Manning. Le Parti réformiste a été finalement dirigé par Diane Ablonczy et elle a un talent particulier, a commenté M. Bailey, en parlant de la critique réformiste pour le Développement des ressources humaines.

Et le stratège Rick Anderson fait valoir que M. Manning n'est qu'à quelques heures d'avion d'Ottawa, si on devait avoir besoin de lui aux Communes. Mais cela ne s'est pas produit. Les stratèges comme M. Anderson sont satisfaits de la performance du caucus jusqu'à présent.

Les réformistes estiment donc qu'ils ont le meilleur de deux mondes : Mme Ablonczy fait très efficacement son travail en Chambre en questionnant le gouvernement, et le leader effectue une tournée dans le cadre de laquelle il ne manque jamais de parler du scandale des subventions aux Canadiens qu'il rencontre.

À ce prix-là, vous ne perdrez pas les pédales.

Confort

Réglage électrique des pédales de frein et d'accélérateur

Siège conducteur à réglage électrique

Colonne de direction inclinable

Rétroviseurs chauffants, lève-glaces et verrouillage des portes électriques

Programmateurs de vitesse

Banquette arrière à dossier divisé repliable 60/40

Climatisation

Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes

Sécurité

Système de sécurité personnalisé géré par ordinateur

Entrée sans clé à télécommande

Système antidémarrage SecuriLock^{MC}

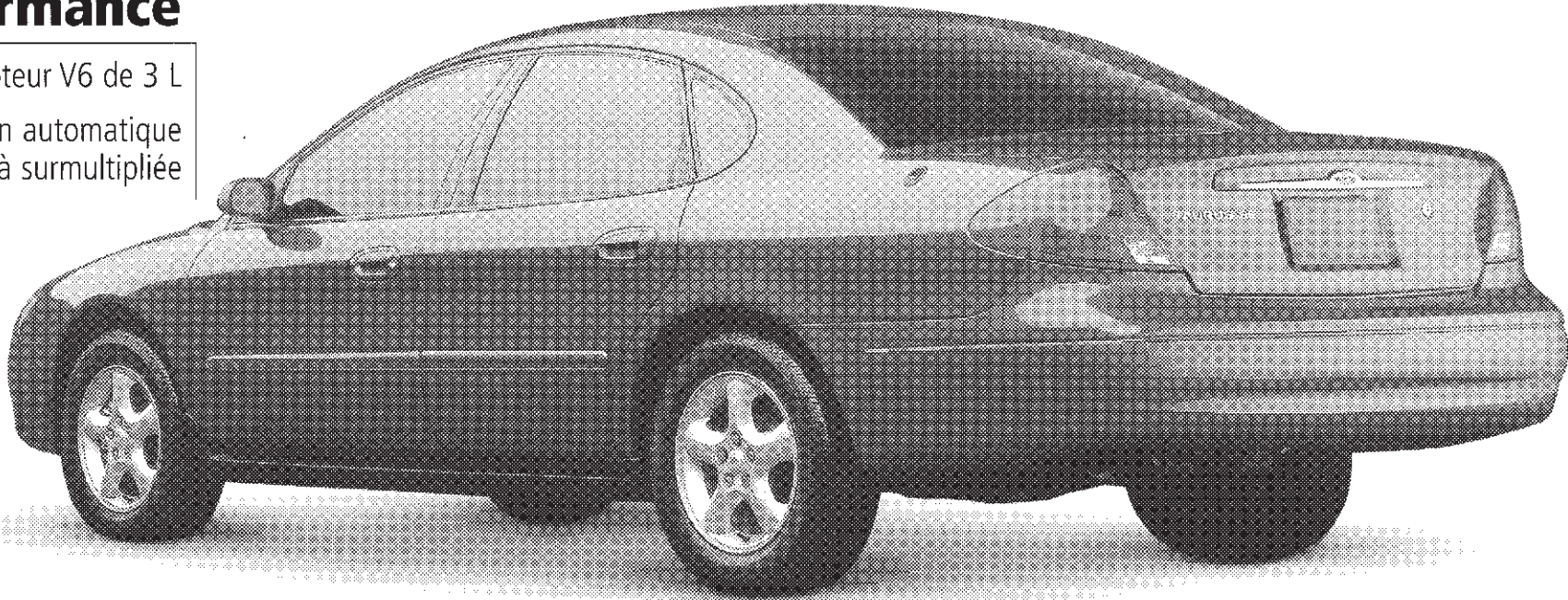
Sacs gonflables en deux temps côtés conducteur et passager avant

Freinage antiblocage aux 4 roues (ABS)

Performance

Moteur V6 de 3 L

Transmission automatique 4 vitesses à surmultipliée



CHOISISSEZ LE PAIEMENT SUR 36 MOIS QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

Mise de fonds ou échange équivalent	Mensualité
3 995 \$	299 \$/mois
1 995 \$	359 \$/mois
0 \$	419 \$/mois

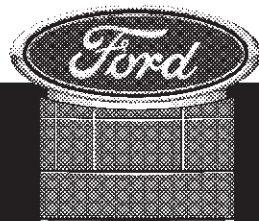
Taurus SE 2000 berline

299\$/mois*

Location 36 mois
Avec mise de fonds de 3 995 \$
Transport inclus



La Taurus 2000 est la seule voiture de sa catégorie à avoir obtenu la cote de sécurité 5 étoiles – la plus haute jamais décernée lors des tests de collision du gouvernement américain – pour le conducteur et le passager avant – deux années de suite[†]



VOS CONCESSIONNAIRES FORD DU QUÉBEC

www.fordquebec.com



*Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Mise de fonds et première mensualité exigées. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation du crédit. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 60 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails. †La plus haute cote de sécurité pour le conducteur et le passager avant en cas de collision frontale décernée par le gouvernement américain (National Highway Traffic Safety Administration) lors de tests effectués sur des véhicules dont la différence de poids n'excède pas 227 kg (500 lb) et le prix de détail suggéré par le fabricant est inférieur à 30 000 \$.

Politique

«Oùi, le temps est écoulé»

Le Mouvement national des Québécois lance sa campagne

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Tenir un troisième référendum sur la souveraineté, oui ou non ? C'est en pleine tourmente — alors qu'un concert de voix s'élèvent pour dissuader Lucien Bouchard de s'y risquer — que le Mouvement national des Québécois (MTQ) a lancé hier une campagne qui suggérera tout le contraire. Dans les prochains mois, le grand public verra ainsi apparaître un peu partout la photo d'un parcomètre surmonté du slogan « Oùi, le temps est écoulé », tandis que les cégépiens auront droit à une tournée théâtrale et les femmes, à sept rencontres de mobilisation.

« Nous sommes à l'heure du fédéralisme extrême (...) Tout au long de son histoire, il n'a jamais été aussi envahissant et destructeur », a tonné l'ex-ministre Yves Michaud — mieux connu comme le Robin des banques — en conférence de presse.

« Selon nous, Ottawa n'a aucune volonté de donner quoi que ce soit au Québec. Il faut expliquer non seulement les raisons qu'on avait de faire l'indépendance il y a 20 ans, mais celles qu'on a aujourd'hui. Le fédéralisme a changé. Le gouvernement s'approprie le pays en donnant de l'argent. On est pris dans un étau qui va toujours se resserrer », a renchérit la présidente du groupe de militants, Louise Paquet, qui dit préparer sa sortie depuis des mois mais ajoute qu'elle ne pouvait tomber à un moment plus propice.

Il faut savoir qu'à la mi-février, Jean-François Lisée s'est dissocié tout net de ses anciens patrons Lucien Bouchard et Jacques Parizeau, en écrivant qu'ils n'arriveraient pas à raviver la ferveur souverainiste. Son livre *Sortie de secours* propose donc de s'en tenir à un référendum visant à obtenir, non pas l'indépendance, mais plus de pouvoirs pour le Québec.

Depuis samedi, l'éditorialiste en chef de *La Presse* Alain Dubuc argue pour sa part que les Québécois ne veulent entendre parler ni d'indépendance ni de fédéralisme renouvelé, et qu'ils se paralysent en s'accrochant à ces idées.

« Ce qui ne dit rien aux gens, ce n'est pas la souveraineté, c'est le référendum à court terme. Il faut parler du pourquoi et pas de straté-

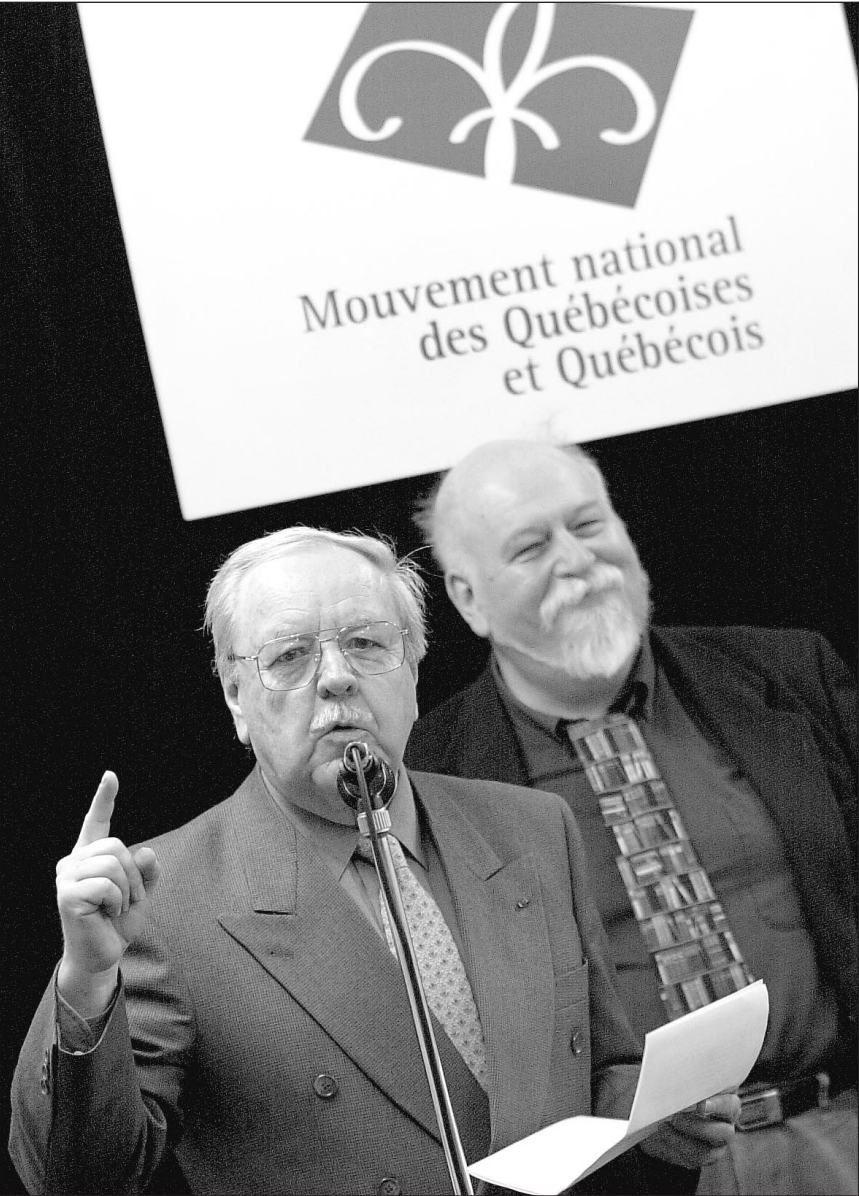


PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

« Je sens monter la colère lorsqu'on me repasse les plats réchauffés du fédéralisme renouvelé, de la société distincte, de la souveraineté à rabais », dit Yves Michaud.

gie. Les gens ne veulent pas se sentir comme des pions », réagit Mme Paquet.

« Je sens monter la colère lorsqu'on me repasse les plats réchauffés du fédéralisme renouvelé, de la société distincte, de la souveraineté à rabais », renchérit Yves Michaud.

Aussi associé à la campagne du MNQ, l'ex-leader syndical Gerald Larose s'est récemment montré beaucoup plus réceptif que M. Michaud au changement de stratégie proposée par Jean-François Lisée. Mais malgré cela, et malgré son ab-

sence à la conférence de presse du MNQ, Mme Paquet assure qu'elle ne « bâillonnera personne ».

« Il y aura plusieurs conférences pendant la campagne et je ne sais pas tout ce qu'on va y dire. On a choisi des gens convaincus et convainçants pour la souveraineté », dit-elle.

En plus d'organiser des conférences et de faire apparaître ses affiches devant les balcons et au bord des routes, le MNQ présentera une pièce de théâtre humoristique aux cégépiens. Il veut ainsi rejoindre les jeunes qui n'avaient pas encore le droit de voter en 1995.

«Pourquoi est-ce qu'on doute?» demande Bernard Landry

Presse Canadienne
SHERBROOKE

Quoi qu'en dise Jean-François Lisée, le projet souverainiste est toujours bien en selle au sein du Parti québécois, selon le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, Bernard Landry.

Lors d'un discours de plus d'une heure prononcé samedi au congrès régional du PQ de l'Estrie, à Sherbrooke, M. Landry a dit retenir du livre de Jean-François Lisée, l'ex-conseiller des premiers ministres Parizeau et Bouchard, qu'il s'agit du « meilleur résumé jamais fait sur la nécessité de réaliser la souveraineté ».

En revanche, il s'inscrit radicalement en faux quant à la stratégie développée par M. Lisée dans son ouvrage *Sortie de secours*.

« Pourquoi est-ce qu'on doute ? » a-t-il demandé aux quelque 150 délégués des cinq circonscriptions électorales de l'Estrie et du comité régional des jeunes. « Souvenez-vous du lendemain du référendum de 1995. Nous avions presque 50 % des voix, et peut-être plus parce qu'il y a des preuves de plus en plus accablantes qui démontrent que nous avons été volés. Alors pourquoi s'arrêter ? »

Les délégués au congrès régional de l'Estrie ont rejeté, samedi, ce qu'on appelait la « proposition Sherbrooke », qui ne se rendra donc pas au congrès national du PQ en mai.

Cette proposition du professeur de sciences politiques Gilles Vandal allait dans le même sens que le livre de M. Lisée, en stipulant que le gouvernement devrait envisager la tenue d'un référendum sur le rapatriement de certains pouvoirs, s'il ne peut réunir les conditions gagnantes d'un référendum sur la souveraineté.

M. Vandal a eu beau mettre de l'eau dans son vin en reformulant sa proposition sur un mode plus optimiste, 12 des 18 délégués appelés à voter l'ont tout de même rejetée.

« Ce qui me déçoit, c'est que la proposition avait été adoucie de manière à ce qu'on permette au gouvernement d'examiner la pos-

sibilité de tenir un référendum sectoriel, a dit M. Vandal. Pour moi, ce rejet, c'est un vote de non-confiance envers le gouvernement. »

M. Vandal a refusé de voir dans le rejet de sa proposition une manœuvre de sabotage des hautes instances du parti. Il a dit croire que les militants ont voté selon leurs propres convictions.

« Ça fait 30 ans que je suis souverainiste et j'ai toujours trouvé que c'était un parti dynamique, mais j'ai l'impression que le PQ se comporte de plus en plus comme un vieux parti », a-t-il toutefois déclaré.

S'ils ont rapidement mis à mort la « proposition Sherbrooke », les délégués du PQ de l'Estrie en ont par contre adopté une autre qui permettrait à la population de réclamer des référendums sur différents sujets, et pas forcément liés à la souveraineté.

« Cette intéressante proposition consiste à instaurer un droit d'initiative sur des sujets d'importance », a résumé Céline Dostie, présidente sortante du conseil exécutif régional du PQ.

À son avis, la « proposition Sherbrooke » a retenu davantage l'attention des médias que des délégués du parti. « Les gens en discutaient beaucoup, mais cela n'a pas monopolisé le débat », a-t-elle dit.

Par ailleurs, M. Landry a conclu son exposé de samedi en égratignant la presse québécoise, « détenue par des personnes qui ont ouvertement manifesté leur hostilité envers le projet souverainiste », a-t-il dit, en nommant Paul Desmarais, président du conseil de Power Corporation (propriétaire des quotidiens *La Presse*, *La Tribune*, *Le Nouvelliste* et *La Voix de l'Est*), ainsi que Conrad Black, à la tête des chaînes de journaux Hollinger et Southam.

Concédant d'emblée que la presse était de bonne qualité, il a toutefois rappelé que « les directions de la plupart des quotidiens sont dans le camp fédéraliste. Nous avons besoin de respect et de justice et je n'attends rien de moins des dirigeants de la presse au Québec », a-t-il dit.

Force jeunesse prie le gouvernement de rembourser la dette du Québec

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

À deux jours du Sommet du Québec et de la jeunesse, l'organisme Force jeunesse presse le gouvernement de rembourser plus vite la dette québécoise afin d'économiser des milliards de dollars en frais d'intérêt et de mieux protéger les programmes sociaux.

Selon le groupe de pression, Québec pourrait mettre de côté 500 millions de plus par année en reportant les baisses d'impôt et en retardant certains investissements.

« C'est le seul moyen qui nous permettrait de faire face à l'augmentation dramatique des coûts du système de santé, sans pour autant sacrifier le budget de l'éducation ou plusieurs autres fonctions de l'État », explique Frédéric Lapointe, conseiller de Force Jeunesse pour le Sommet.

Les jeunes mettent aussi le premier ministre Lucien Bouchard en garde contre les promesses sans lendemain. « Le gouvernement ne doit pas se faire de capital politique sur le dos des jeunes en annonçant 50 000 stages sur trois ans sans pouvoir réellement atteindre cet objectif », lance le président de l'organisme, Martin Koskinen.

Rappelant que les jeunes sont déjà méfiants à l'égard des politiciens — comme le démontre notre sondage de samedi — le jeune homme réclame des mesures concrètes, comme un fonds qui permettrait de financer des stages et des emplois d'été de façon récurrente.

loto-québec									
		Tirage du 00-02-19		GAGNANTS			LOTS		
				6/6	4	361 423,40 \$			
				5/6+	7	61 958,30 \$			
				5/6	551	629,70 \$			
				4/6	24 217	27,40 \$			
				3/6	360 495	10,00 \$			
7 9 13 25 27 47				Numérolcomplémentaire: 14					
				Ventestotales: 14 436 306 \$ Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$					
		Tirage du 00-02-19		GAGNANTS			LOTS		
				6/6	0	1 000 000,00 \$			
				5/6+	1	50 000,00 \$			
				5/6	18	500,00 \$			
				4/6	875	50,00 \$			
				3/6	17 350	5,00 \$			
6 13 19 20 39 48				Numérolcomplémentaire: 33					
				Ventestotales: 559 785 \$					
		Tirage du 00-02-20				Tirage du 00-02-20			
10 11 17 18 21				NUMÉRO: 986759					
34 35 37 40 43									
46 48 49 51 55									
63 64 67 68 70				3 4				Tirage du 00-02-20	
				521 9241		NUMÉRO 793839			
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec									
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.									

Actualités

Les Montréalais redécouvrent la neige

MARTINE ROUX

Montréal enneigée sur quatre roues, c’est une chose. Mais Montréal enneigée à patins, à luge ou à skis, c’est diablement mieux ! Les yeux pétillants et les joues rosies par le froid, plusieurs Montréalais s’étaient d’ailleurs donné le mot, hier, pour prendre d’assaut les parcs de la cité.

Au parc Lafontaine, la patinoire croulait littéralement sous le poids des lames. Faut dire qu’avec un gentil -4 Celsius et un soleil à faire fondre les soucis les plus tenaces, les patineurs avaient le coeur à la fête.

« C’est drôle, en février, on dirait que les gens sortent davantage, raconte Serge Labrie, un habitué de la patinoire. C’est peut-être la perspective du printemps... » Seuls, à deux, en famille ou avec toutou, plusieurs patineurs affirmaient d’ailleurs en être à leur première visite au parc Lafontaine cet hiver. Quant au comptoir d’aiguillage et de location de patins, il n’a pas dérougé de la journée.

Qui a dit que les citoyens n’appréciaient pas la neige ? Certainement pas les amoureux du Mont-Royal, qui semblaient hier frôler le nirvana. Herb Srolovitz, par exem-

ple, s’y était aventuré en skis de fond. « Je ne viens pas souvent, dit-il en reprenant son souffle. Aujourd’hui, c’est extraordinaire. Les conditions sont parfaites. »

La butte réservée à la glissade, royaume des enfants, n’en finissait plus de provoquer les rigolades. Certains la dévalaient en luge, en tapis magique ou en pneumatique tandis que d’autres enfourchaient simplement un bout de carton ciré... ou un couvercle de siège de toilette (!). Tous les moyens étaient bons pour s’enneiger la margoulette.

André Dumoulin, lui, n’avait pas lésiné sur les moyens : décidé à s’amuser, il avait apporté ses patins et ses skis alpin. Le remonte-pente s’obstinait à ne pas fonctionner ? Tant pis, il grimpera à pied !

« Ça, c’est du vrai ski ! clairotte ce spécialiste de la danse acrobati- que avant de prendre un appel de sa blonde sur son téléphone cellu- laire. Pas besoin de sortir de Mon- tréal pour profiter de l’hiver ! » Et hop ! le voilà lancé sur la pente, malheureusement pas entretenue pour le ski alpin depuis cet hiver, déplore-t-il. Durée de la descente : 30 secondes...

Partout, des enfants au septième ciel et des Montréalais rayonnants, qui se saluaient indifféremment en anglais ou en français. Loin des rues encombrées, Montréal enneigée loge décidément sur une autre planète.

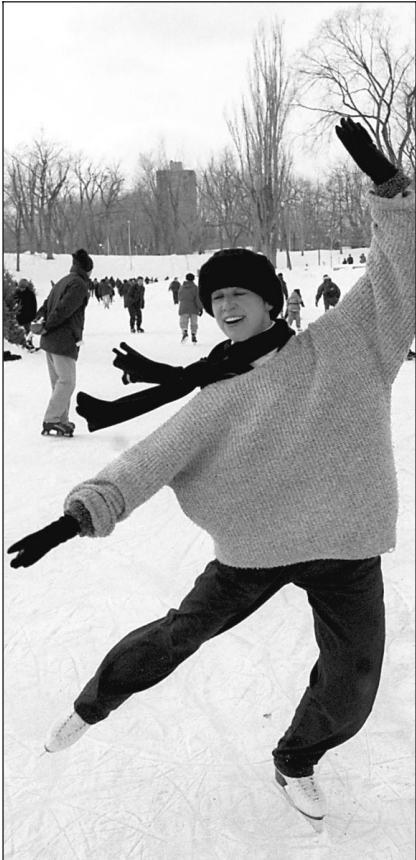
Les centres de ski envahis

Hors de la métropole, les centres

de ski ont fait des affaires d’or, hier. Ainsi, plus de 1000 skieurs ont attaqué les pentes de la station Mont-Habitant, dans les Laurenti- des, indiquait Christiane Benoît, du service à la clientèle.

« C’était une très belle journée comme on en connaît quelques- unes pendant l’hiver. Avec la neige qu’on a eue, nous n’avons pas même besoin de fabriquer de la neige artificielle. Les conditions sont excellentes. »

Même son de cloche au Mont Saint-Bruno, qui a été envahi hier par les familles venant célébrer le « week-end du millénaire ». « Nous avions une neige poudreuse damée (le nec plus ultra côté neige, paraît-il), rapportait une préposée du service à la clientèle. Ça a été une journée très occupée. »



PHOTOS ALAIN ROBERGE, La Presse

Le fort achalandage de la patinoire du parc Lafontaine n’a pas empêché Carole Milliard d’esquisser quelques figures. À gauche, José Gil et son chien Bianca en pleine course sur les pentes du Mont-Royal. Le maître gagnait à tout coup...



Des criminels vietnamiens s’associent aux Hells pour écouler leur pot

Presse Canadienne
VANCOUVER

Des criminels d’origine vietnamienne s’associent à des groupes comme les Hells Angels pour écouler leur production de marijuana à Vancouver et dans les alentours, affirme la police.

Il s’agit d’un phénomène relativement nouveau, engendré par les quantités astronomiques d’argent que cette « industrie » permet de récolter, a déclaré l’agent de la Gendarmerie royale Jim Brown, de Coquitlam, en banlieue de Vancouver.

« Les Vietnamiens recourent aux services de différents groupes criminalisés connus de la police », affirme le policier, membre d’une équipe spécialisée dans les opérations de saisie de plants de « mari ».

Selon l’agent Brown, les Vietnamiens font appel aux Hells Angels et à d’autres organisations criminelles pour transporter la marijuana arrivée à maturité, blanchir les importantes sommes d’argent en jeu, stocker et écouler le produit.

Les gangs comme les Hells Angels continuent néanmoins à entretenir leurs propres activités.

Mais à Coquitlam, ainsi qu’à Port Coquitlam, plus de la moitié des récentes saisies ont permis de constater l’existence de liens avec le crime organisé vietnamien.

Dans la région de Vancouver, des saisies de cultures de « pot » sont effectuées presque quotidiennement. Seulement la semaine dernière, près de 3000 plants de marijuana ont été saisis.

On évalue à 18 milliards de dollars la valeur de la totalité de « l’industrie » de la culture de marijuana au pays, en serre et en plein air.

Des Soudanais dénoncent la pétrolière Talisman

Presse Canadienne
OTTAWA

Environ 200 personnes prendront part aujourd’hui à Ottawa à une manifestation pacifique pour démontrer leur opposition à la décision du gouvernement fédéral de laisser la pétrolière Talisman exercer ses activités au Soudan, un pays d’Afrique ravagé par la guerre civile.

Le secrétaire général de l’Association communautaire sud-soudanaise d’Ottawa, Makueng Maliet, affirme que le gouvernement est trop tendre à l’endroit de Talisman, qui a investi 700 millions de dollars dans un projet de forage et de gazoduc au Soudan.

Selon l’association, la présence de Talisman dans ce pays augmente les tensions reliées à la guerre civile et à la violation des droits humains.

L'EXPRESS INTERNATIONAL



ISRAËL
Retrait du Liban

■ Le premier ministre israélien Ehud Barak a réaffirmé publiquement à Jérusalem son intention de retirer ses troupes du Liban d'ici à juillet. M. Barak avait jusqu'à présent toujours tenu à souligner qu'il entendait procéder à ce retrait dans le cadre d'un accord avec la Syrie. « Je mettrai ainsi fin à une dynamique initiée il y a une quinzaine d'années, que Menahem Begin (défunt premier ministre et fondateur historique de la droite israélienne) avait qualifiée de 'tragédie' », a-t-il ajouté.

d'après AFP

PHILIPPINES
Attentats

■ Une personne a été tuée et 17 autres ont été blessées dans le sud des Philippines lors de trois attentats à la bombe attribués à des rebelles musulmans alors que le gouvernement a ajourné les pourparlers de paix avec la guérilla. La deuxième série de pourparlers de paix avec le Front Moro Islamique de Libération (MILF), qui devaient reprendre aujourd'hui, a été ajournée hier à la suite de trois jours d'affrontements entre le MILF et les militaires la semaine dernière, qui ont fait 25 morts. Les trois attentats ont visé deux postes de police et un restaurant à Isabela, principale ville de l'île de Basilan.

d'après AFP

KIRGHIZSTAN
Élections

■ Quelque 2,5 millions d'électeurs appelés aux urnes ont choisi au Kirghizstan leurs 105 représentants au parlement, dans un scrutin controversé à cause de l'exclusion d'une partie de l'opposition. Dans cette ancienne république soviétique de 5 millions d'habitants, indépendante depuis 1991, 15 sièges étaient attribués pour la première fois à des listes de partis, au scrutin proportionnel, mais sur les 27 formations qui avaient demandé de présenter des candidats, neuf seulement avaient été autorisées à le faire.

d'après AFP

GRANDE-BRETAGNE
Mairie de Londres

■ Le Parti travailliste a désigné un proche de Tony Blair, Frank Dobson, pour être son candidat à l'élection inédite du maire de Londres, à l'issue d'une primaire acrimonieuse contre son rival Ken Livingstone qui n'exclut pas désormais de se présenter à titre d'indépendant. « Ken le rouge », porte-flambeau de l'aile gauche contestataire du Labour et bête noire du premier ministre, a immédiatement dénoncé ce choix, intervenu à l'issue d'une consultation interne des militants du parti, affirmant que le scrutin avait été truqué.

d'après AFP

ARMÉNIE
Inhumation d'Andranik

■ Quelque 20 000 Arméniens ont assisté à l'enterrement du général Ozinian Andranik, héros de la résistance contre les Turcs au début du siècle, dont le corps avait été ramené de France vendredi. Une messe funèbre a d'abord été célébrée par le catholico Karêkine II à sa résidence d'Etchmiadzine, à la mémoire du militaire décédé en 1927, et qui avait été enterré au cimetière parisien du Père Lachaise en 1928, après son décès en exil en Californie (États-Unis) à 62 ans.

d'après AFP

CHINE
Corruption

■ Le maire de la ville de Xiamen, au coeur d'un énorme scandale de corruption et de contrebande portant sur des milliards de dollars et impliquant plusieurs personnalités locales, Hong Yongshi, a démissionné. Le maire, qui a annoncé sa démission lors d'une réunion locale du Parti communiste, gardera toutefois ses fonctions de secrétaire du parti pour cette ville, selon l'agence. Il a justifié sa démission par le retard qu'il a mis à découvrir l'étendue de la corruption à Xiamen.

d'après AFP

Une opération de la KFOR vire à l'émeute

Des soldats US à la recherche d'armes sont lapidés par des Serbes

CLAIRE SNEGAROFF et JAMES HIDER
Agence France-Presse, KOSOVSKA MITROVICA

Une opération lancée hier par la force multinationale (KFOR) à la recherche de stocks d'armes à Kosovska Mitrovica a tourné à l'émeute, et des dizaines de soldats américains ont dû se replier devant des Serbes en colère.

Hostiles au déploiement des Américains dans la partie nord à majorité serbe de la ville, quelque 300 Serbes les ont hués et harcelés. Après avoir perquisitionné dans un seul immeuble, les Américains sont repartis vers la zone sud, albanaise, dans leurs blindés bombardés de pierres.

L'« Opération Ibar », du nom de la rivière qui délimite les deux zones hostiles, a été lancée à l'aube par la force multinationale. Elle a pour objectif de montrer la détermination de la KFOR « au nord comme au sud » et d'éliminer les stocks d'armes, selon un officier français.

L'opération, prévue pour durer plusieurs jours, est placée sous la responsabilité de la brigade multinationale nord, commandée par la France et déjà renforcée par des troupes d'autres brigades en raison de la tension persistante à Mitrovica.

Début février, une flambée de violence interethnique dans la région de Mitrovica avait fait dix morts. Le 13 février, des tireurs embusqués albanais avaient ouvert le feu sur la KFOR. Deux soldats français avaient été blessés. La KFOR avait riposté et tué un Albanais.

Un porte-parole britannique de la KFOR, le capitaine Neville Clayton, a déclaré que l'opération impliquait quelque 2350 militaires de douze nationalités.

Dès l'aube, des effectifs impressionnants de troupes en armes, avec chars et blindés, ont commencé à quadriller Mitrovica, sous de fortes chutes de neige. De nouveaux points de contrôle étaient installés. Les militaires fouillaient les voitures et leurs occupants.

Les soldats ont surtout perquisitionné des bâtiments à la recherche de stocks d'armes. C'est lors d'une fouille dans la partie nord que des incidents se sont produits.

Face aux soldats américains déployés près d'un immeuble, quelque 300 manifestants ont lancé des boules de neige, puis des pierres, criant « Srbija, Srbija » (« Serbie, Serbie »). Des militaires français se sont interposés.

La tension augmentant, les Américains sont finalement remontés dans leurs blindés et repartis en hâte vers le sud, ont rapporté des journalistes de l'AFP.

Un autre incident a eu lieu lorsqu'un char allemand est entré dans la partie nord. Une centaine de Serbes ont hué les militaires allemands et lancé de grosses pierres sur le char. Là encore, les Français se sont interposés.

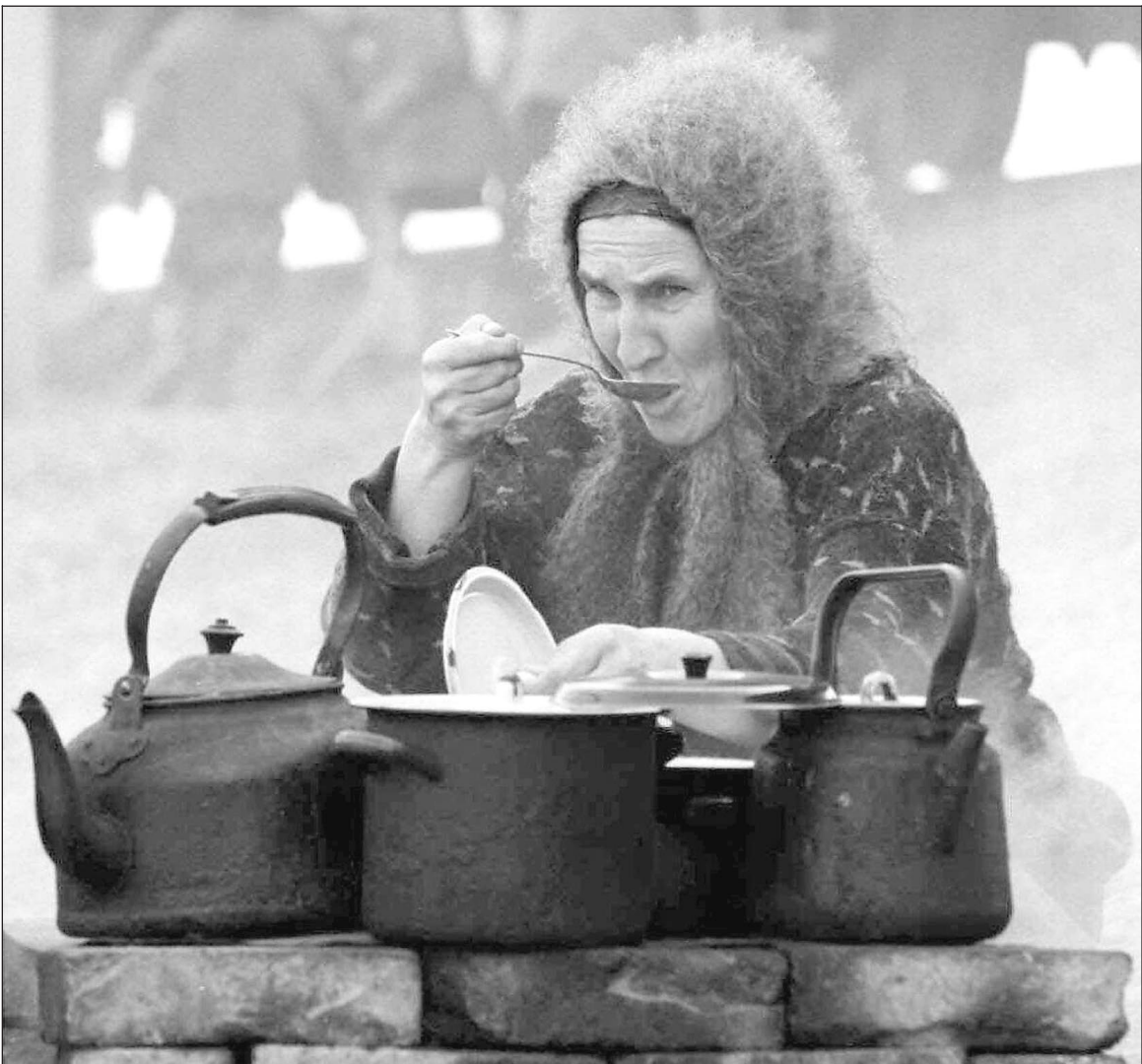


PHOTO AP

Près d'un poêle improvisé, cette femme tchétchène goûte la soupe au camp de réfugiés de Severny, en Ingouchie, à la frontière de la Tchétchénie.

Un porte-parole américain, Russell Berg, a déclaré que la mission des troupes américaines était de fouiller « un seul immeuble » et qu'elle avait été accomplie. « Ce n'est pas comme si les Serbes nous avaient forcés à repasser le pont », a ajouté un autre militaire américain, Bill Putnam.

Toutefois, le porte-parole de la KFOR à Mitrovica, le lieutenant-colonel français Patrick Chanliau, a confirmé que le départ des Américains était bien lié aux échauffourées. « Les incidents ont conduit au redéploiement des troupes américaines », a-t-il déclaré. « Nous voulions éviter une confrontation. »

Des heurts ont eu lieu en d'autres endroits de la partie nord. Deux soldats américains ont été légèrement blessés, selon Russell Berg. Des

sources serbes ont fait état de deux Serbes légèrement blessés et d'une douzaine d'autres interpellés. La KFOR a confirmé une arrestation.

En fin d'après-midi, la KFOR avait saisi dix fusils d'assaut Kalachnikov AK-47, quatre autres fusils et des explosifs.

Le leader serbe de la partie nord, Oliver Ivanovic, a qualifié de « provocation » l'envoi de troupes américaines.

Les États-Unis ont été les maîtres d'oeuvre des 11 semaines de bombardements menées en 1999 par l'OTAN contre la Yougoslavie en raison du conflit du Kosovo.

De nombreux Serbes ont accusé les Américains d'avoir fait preuve d'une brutalité inutile lors de leurs perquisitions.

Iran : majorité réformatrice dès le premier tour

JEAN-MICHEL CADOT
Agence France-Presse, TÉHÉRAN

Le président iranien Mohammad Khatami apparaissait hier leader d'une très large majorité au Majlis (Parlement) favorable à ses réformes, dès le premier tour des élections législatives.

Des violences qui ont fait huit morts, dont un enfant, dans le Khouzistan (sud-ouest) ont endeuillé le scrutin de samedi, dans les villes de Chuch et de Chadegane. Les policiers ont dû tirer des gaz lacrymogènes sur des manifestants mécontents des résultats.

Ce premier tour des élections au sixième Majlis a connu une participation sans précédent, supérieure à 80 %, depuis la création de la République islamique, a souligné le ministère de l'Intérieur.

Le raz-de-marée en faveur des candidats réformateurs ne cesse de s'amplifier au fur et à mesure que sont connus les résultats, aussi bien dans les zones rurales que dans les villes, grandes et moyennes.

À Téhéran, circonscription uni-

que avec 30 sièges à pourvoir, le triomphe de la gauche réformatrice est certain, mais pas encore officialisé. La lame de fond pourrait même balayer le chef de file des conservateurs et des modérés, l'ex-président Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani, candidat dans la capitale, menacé de ne pas pouvoir figurer au second tour, en avril.

La gauche réformatrice, dominée par le Front de la Participation (FP), a obtenu 130 des 170 sièges pourvus dès le premier tour, selon les résultats fournis par cette formation et portant sur 200 des 207 circonscriptions. Le Majlis comptant 290 députés, il lui suffit donc d'avoir 146 sièges pour détenir la majorité, ce qu'elle semble en passe de réaliser.

La droite conservatrice a admis sa défaite, le journal Kayhan prédisait hier soir une « inversion totale des rapports de forces » au Majlis.

Le second tour ne pourra remettre en cause ce scrutin, qualifié de « deuxième révolution » par l'analyste Kazem Kordovani.

À Ispahan (centre), les cinq siè-

ges à pourvoir ont été remportés par les candidats réformateurs. À Chiraz (sud), les trois candidats élus dès le premier tour sont de gauche, les quatre nouveaux députés d'Ahwaz (sud-ouest) également.

Les résultats de Téhéran n'ont pas été proclamés, mais selon la presse, y compris conservatrice, Mohammad-Reza Khatami, frère du président est en tête, suivi d'Ali-Reza Nouri, frère de l'ex-ministre de l'Intérieur emprisonné pour « propagande anti-islamique » mais actuellement en permission provisoire, et Hadi Khamenei, frère du Guide de la République Ali Khamenei, ainsi que Jamileh Kadivar, épouse du ministre de la Culture et de l'Orient islamique, Ataollah Mohadjerani. Toutes ces personnalités appartiennent au camp réformateur.

Les partisans du président Khatami ont également triomphé à Tabriz, et ont spectaculairement progressé dans les villes saintes chiites de Machhad (est) et de Qom (centre), bastions traditionnels des con-

servateurs.

Le président, dont les réformes en particulier sur la liberté de la presse et l'ouverture politique et économique étaient souvent contrariées par le Parlement sortant à majorité conservatrice, se trouve plébiscité pour conduire le projet de réformes sur lequel il a été élu, le 23 mai 1997.

Toutefois, la victoire des réformateurs, quelle que soit son ampleur, n'entamera pas la prépondérance du Guide Ali Khamenei.

Les domaines de compétence du Guide comprennent, selon la Constitution, la justice, la diplomatie et les forces armées. Tout rapprochement avec les pays occidentaux ou une reprise des relations avec Washington, hypothèses évoquées par certains candidats, devront obtenir son assentiment.

Toute la presse iranienne hier a titré sur la victoire des candidats de la gauche « réformatrice plurielle ». Les journaux des autres pays du Proche-Orient ont cependant restés avarés de commentaires.

Tchétchénie : Moscou promet une fin victorieuse et défie le commissaire aux droits de l'homme de l'ONU

LUC PERROT
Agence France-Presse, MOSCOU

La Russie poursuivait hier son offensive en Tchétchénie, promettant une fin prochaine de l'opération militaire, tout en qualifiant d'« inacceptables » de nouvelles critiques occidentales, émises samedi par le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.

Le ministre russe de la Défense, Igor Sergueïev, a déclaré que les forces fédérales « préparent l'achèvement de la phase militaire » contre les rebelles tchétchènes qui se sont regroupés dans les montagnes du sud de la république.

Dans le même temps, Moscou a qualifié d'« inacceptables » les dernières déclarations du Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Mary Robinson, qui avait vivement critiqué la Russie samedi, sur la foi de témoignages sur des atrocités commises par les soldats russes.

Ces déclarations ont une tonalité

« anti-russe », et rendent « douteuse » l'opportunité du déplacement de Mme Robinson dans le Caucase du Nord, a déclaré samedi le ministère russe des Affaires étrangères.

Mme Robinson avait demandé mercredi à la Russie de permettre l'entrée d'observateurs en Tchétchénie pour enquêter sur les droits de l'homme, face « à des preuves de plus en plus évidentes de violations sérieuses ».

Sur le terrain, les Russes ont retiré deux unités, de blindés et de parachutistes, qui avaient participé aux combats dans les gorges d'Argoun et de Vedeno (sud), selon des sources militaires.

Un haut responsable militaire russe, le général Manilov, avait cependant indiqué samedi que ne seraient effectuées que des « rotations normales », et que les effectifs des troupes fédérales en Tchétchénie resteraient stables à 93 000 hommes jusqu'à la fin des opérations.

Les troupes russes restaient de fait toujours confrontées à une ré-

sistance farouche dans le Sud montagnoux, selon les agences russes.

Les combats faisaient particulièrement rage dans les gorges d'Argoun, où se sont regroupés une partie des 7000 rebelles présents dans les montagnes, selon les Russes.

L'aviation russe a effectué 100 sorties entre samedi et hier matin dans les gorges d'Argoun et celles de Vedeno, plus à l'est, selon les agences.

À Grozny, les forces fédérales garderont la ville fermée aux civils jusqu'au 1^{er} avril, a annoncé hier un porte-parole du représentant du gouvernement russe en Tchétchénie Nikolai Kochman. Samedi, la fermeture de la ville, justifiée selon les Russes par le risque d'« attentats terroristes » et d'attaques des rebelles, avait été annoncée jusqu'au 1^{er} mars.

De fait, une fusillade dans la bourgade du sovkhoe Rodina, près de Grozny, a fait un mort et deux blessés graves parmi les soldats russes, selon la télévision NTV citant des sources militaires.

Dans les territoires déjà « libérés », Moscou tente de créer une police tchétchène censée garantir le maintien de l'ordre et servir de tampon entre la population et les soldats russes, selon la télévision NTV dont le reportage montrait une trentaine de jeunes Tchétchènes prêtant serment à Atchkhoy-Martan (ouest).

Quant au journaliste russe de radio Svoboda, Andreï Babitski, arrêté par les forces fédérales le 16 janvier puis « échangé », selon Moscou, contre des soldats russes prisonniers des Tchétchènes, celui-ci se trouve dans le sud de la Tchétchénie, et sera bientôt libéré, a affirmé hier le chef d'une milice tchétchène pro-russe, Bislan Gantamirov.

Mme Robinson avait estimé samedi que la remise par les forces armées du journaliste Andreï Babitski à des personnes que les Russes considèrent comme des « terroristes », si elle se confirmait, constituerait une violation des Conventions de Genève de 1949.

UNE SEMAINE SEULEMENT! - APPELZ AVANT LE 26 FÉVRIER!



OFFRE DE NETTOYAGE DE MOQUETTES!

26 \$ POUR DEUX PIÈCES

Soit seulement 13 \$ par pièce

Notre prix ordinaire est de 36 \$ pour 2 pièces. Notre procédé de nettoyage à la vapeur déluge la saleté, nettoie les fibres à fond et en ravive les couleurs.

54 \$ 5 pièces

Soit seulement 10,80 \$ par pièce. Notre prix ord.: 75 \$.

69 \$ maison au complet*

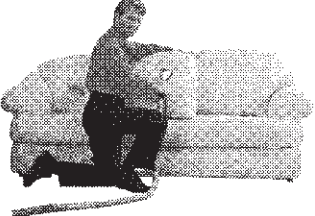
6 pièces et un vestibule
30 % de rabais : une offre exceptionnelle. Notre prix ord.: 100 \$.

23 \$ méthode de luxe en 2 étapes

Pour chaque pièce nettoyée selon notre procédé spécial, recommandé pour les moquettes très sales. Pulvérisations préalables et agitation des fibres pendant le nettoyage à la vapeur. Notre prix ord. : 39 \$.

69 \$ UN CANAPÉ ET 2 FAUTEUILS

Nettoyage à la vapeur. Frais additionnels pour tissus spéciaux, coussins de dossier non attenants et meubles modulaires. Méthode de nettoyage adaptée au tissu pour le maximum de résultats. Notre prix ord.: 99 \$.



© Copyright 2000 Compagnie de la Baie d'Hudson

2831771

Appelez du lundi au samedi entre 8 h et 18 h

(514) 339-5420
1 800 441-0224



Renseignez-vous sur notre désodorisant et notre traitement de protection des fibres. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Le vestibule est limité à 10 pieds linéaires et doit être attenant. Frais additionnels pour moquettes en laine. Prix fixé séparément pour escaliers.

Le CPQ propose des mesures pour le financement des universités

Presse Canadienne

Pour contrer les problèmes liés à la qualité et au recrutement de la main-d'oeuvre, le Conseil du patronat du Québec propose une série de mesures visant le financement des universités.

Dans un communiqué transmis hier, le CPQ se dit préoccupé par la situation de sous-financement des universités québécoises et soutient qu'une dégradation de l'enseignement supérieur entraînera inévitablement un retard de la croissance des entreprises du Québec.

« Dans un nouvel environnement économique qui mise de plus en plus sur le savoir, les entreprises doivent pouvoir compter sur une main-d'oeuvre hautement qualifiée », a dit le président du CPQ, Gilles Taillon.

Si on n'y prend pas garde, dit le CPQ, un avenir précaire dans l'enseignement supérieur débouchera inévitablement sur un recul

du Québec sur l'échiquier mondial et un héritage désastreux pour la jeunesse.

Le CPQ propose entre autres qu'une partie des surplus budgétaires des gouvernements soit injectée dans l'éducation supérieure.

« Au fédéral, ce serait par la voie d'un rétablissement du transfert social canadien ; au Québec, par la publication d'une politique du financement des universités beaucoup plus respectueuse du mandat de chacune, dans le cadre d'une analyse comparative avec leurs vis-à-vis canadiens ou américains », précise l'organisme patronal.

Mais parce qu'il « serait naïf de croire qu'une injection massive d'argent neuf du gouvernement réglerait entièrement la situation », le CPQ propose aussi que la productivité des institutions soit améliorée, qu'il y ait un dégel progressif des frais de scolarité et que le partenariat universités-entreprises en matière de recherche soit renforcé.

Le CPQ a fait ces recommandations à la veille du Sommet du Québec et de la jeunesse, qui débute demain.



NETTOYAGE DE CONDUITS DE VENTILATION

UNE SEMAINE SEULEMENT! - 70 \$ DE RABAIS



159 \$ maison au complet*

AUCUNS FRAIS CACHÉS

Notre prix ord. : 229 \$. Inklus:

- Nombre illimité de conduits principaux et de bouches.
- Nettoyage gratuit des grilles d'aération.
- Aucuns frais pour portes d'accès.
- Aucuns frais de déplacement.

Avantages :

- Le nettoyage de conduits contribue à soulager les symptômes d'allergie, l'asthme et les problèmes respiratoires en éliminant les irritants en suspension dans l'air, comme la saleté, la poussière, les fragments de poil ou de plumes et le pollen.

Méthode :

- Nos appareils industriels brevetés aspirent la poussière des conduits et des bouches d'aération et les nettoient à fond.
- Nous utilisons de puissants filtres HEPA qui emprisonnent des particules aussi minuscules que le 1/300 d'un cheveu humain et filtrent à 99,97 % la poussière et la saleté.

APPELZ DU LUNDI AU SAMEDI, DE 8 H À 18 H

(514) 339-5420
1 800 441-0224

Renseignez-vous sur nos filtres à air électrostatiques



*Pour systèmes de chauffage simples. Services résidentiels seulement. Les offres expirent le 26 février 2000.

© Copyright 2000 Compagnie de la Baie d'Hudson

2831776

EgyptAir engage des contre-enquêteurs américains

Agence France-Presse
WASHINGTON

La compagnie EgyptAir a embauché des anciens enquêteurs du Bureau national de la sécurité des transports (NTSB) afin de discréditer la théorie d'un geste suicidaire commis par l'un des copilotes du Boeing 767 égyptien qui s'est abîmé en mer le 31 octobre, faisant 217 morts, révèle l'hebdomadaire *Newsweek* à paraître aujourd'hui.

« Les responsables égyptiens n'ont jamais accepté la théorie des enquêteurs américains selon laquelle le copilote de réserve du vol 990 d'EgyptAir a délibérément fait plonger l'avion de ligne dans l'océan Atlantique », écrit *Newsweek*.

La compagnie égyptienne a embauché trois anciens enquêteurs du NTSB, chargé des enquêtes fédérales sur les accidents d'avion, dont un ancien président, ainsi qu'une firme de conseillers juridiques, Fulbright et Jaworski, en plus d'un cabinet d'avocats dont elle s'était déjà adjugée les services.

« Les responsables du NTSB croient toujours à la théorie du suicide mais sont à la recherche d'un mobile », écrit *Newsweek*.

L'hebdomadaire précise qu'un pilote d'EgyptAir ayant demandé récemment l'asile à la Grande-Bretagne a affirmé que le copilote suspecté d'avoir causé délibérément le crash fréquentait des bars de strip-tease, ce qui laisserait supposer qu'il aurait pu avoir une double vie.

Texas: moratoire réclamé sur les exécutions

Associated Press
AUSTIN, Texas

Les opposants à la peine de mort ont accru leur pression samedi sur George W. Bush pour réclamer un moratoire sur les exécutions de condamnés à mort au Texas, l'État dont il est le gouverneur.

Les militants, réunis à l'Université du Texas, ont demandé l'abolition de la peine capitale. Les organisateurs ont déclaré leur optimisme après la décision sans précédent, le 31 janvier dernier, du gouverneur de l'Illinois George Ryan de bloquer les exécutions dans son État, parce que, selon lui, le système était « plein d'erreurs ».

Le président américain Bill Clinton a rejeté mercredi les appels à un moratoire national sur la peine de mort mais il a exhorté les gouverneurs américains à « regarder de très près » leurs systèmes en matière de peine capitale pour être sûrs que des gens innocents ne sont pas exécutés. Selon les anti-peine de mort, les condamnés à la peine capitale ne bénéficient au Texas que de peu de voies de recours pour, le cas échéant, faire reconnaître leur innocence.

Cyanure: la Bulgarie envisage de demander un dédommagement à la Roumanie

Associated Press
SOFIA

Le gouvernement bulgare étudie la possibilité de demander un dédommagement à la Roumanie, jugée responsable de la pollution au cyanure du Danube, a annoncé hier la ministre bulgare de l'Environnement.

« Les conventions internationales stipulent que tout pays à l'origine d'un incident qui affecte un autre pays doit en assumer la responsabilité », a souligné Evdokia Maneva, interrogée sur la radio publique bulgare.

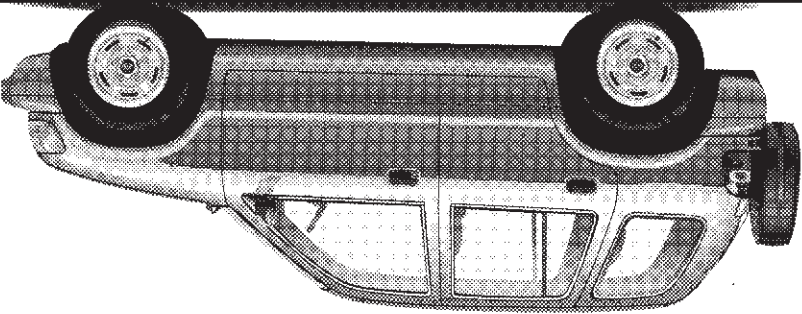
Les autorités bulgares ont interdit hier la pêche dans le Danube et l'utilisation de l'eau du fleuve pour l'irrigation ou d'autres usages domestiques.

La catastrophe écologique, responsable de la mort de milliers de poissons, a débuté le 30 janvier dernier par la rupture d'une digue d'un bassin de décantation de la mine Aurul à Baia Mare, dans le nord de la Roumanie. Quelque 100 tonnes de cyanure, utilisé pour séparer l'or de la roche, se sont répandues dans l'eau, contaminant la rivière Samos en Roumanie, la Tisza en Hongrie et le Danube en Serbie et en Bulgarie.

Selon Evdokia Maneva, le taux de cyanure relevé hier dans la portion du Danube qui traverse la Bulgarie était de 40 % supérieur aux normes européennes. Elle a accusé le gouvernement roumain de ne pas avoir bien informé la Bulgarie de la gravité de la pollution au moment de l'incident.

Mme Maneva n'a pas précisé quand le gouvernement devait se prononcer sur ce sujet, ni quel type de dédommagement il pourrait réclamer.

Selon un scientifique hongrois, il faudra des mois pour mesurer l'impact réel de la pollution sur l'écosystème touché. « Le cyanure a descendu le courant, mais les autres matériaux (des métaux lourds) sont toujours au fond et nous verrons ce qui va se passer quand le temps se réchauffera », a expliqué à l'Associated Press le Dr Laszlo Galle, professeur d'écologie à l'Université de Szeged.



Louez une Sportage pour un ridicule
259,99\$*
par mois, 48 mois
Taux de location 2,85%

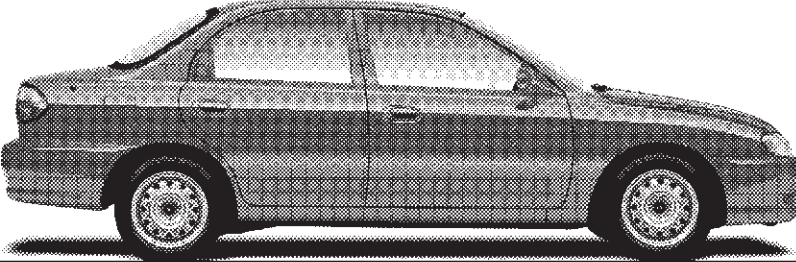
Vous avez la tête dans les nuages. Juste ce qu'il faut. Comme lorsque vous conduisez une robuste Sportage jusqu'au haut d'une montagne d'où l'on peut voir jusqu'à l'infini. Ce qui vous incite forcément à la réflexion. Vous vous dites que l'homme est peu de chose par rapport à l'univers. Et aussi que vous avez obtenu beaucoup de choses, pour un paiement mensuel ridicule, en achetant votre Sportage: un moteur 4 cylindres de 2 litres à DACT et 16 soupapes, deux coussins gonflables et un coussin aux genoux du conducteur, un réceptacle de pneu de secours à l'arrière, un antivol, une direction assistée, des glaces, des verrous et deux rétroviseurs commandés électriquement. Cela peut sembler basement matérialiste, mais... juste ce qu'il faut!



Enfin, la qualité accessible à tous!

Vous avez les deux pieds sur terre. Vous saurez donc apprécier l'élégante et confortable Sephia. Le moteur 4 cylindres de 1,8 litres doté de 125 HP et d'un DACT, la suspension indépendante aux quatre roues, les deux coussins gonflables, la cage de protection en acier pour les passagers, les poutrelles d'acier dans les portières, les essuie-glaces à balayage intermittent ainsi que la calandre et les pare-chocs de couleur assortie à la carrosserie feront votre orgueil. Et tout ça pour un minuscule paiement mensuel. Votre horoscope ne disait-il pas que c'était aujourd'hui la meilleure journée pour louer une Kia? En fait, il disait plutôt que vous ne deviez pas porter des chaussettes vertes avec une chemise bleue. Mais tout est question d'interprétation, n'est-ce pas!

Louez une Sephia pour un minuscule
169,21\$*
par mois, 48 mois
Taux de location 1,25%



- | | | | |
|---|---|---|--|
| Kia St-Hyacinthe
3455, boulevard Laframboise
St-Hyacinthe (450) 774-3444 | Kia St-Léonard
7250, boulevard Langelier
St-Léonard (514) 256-1010 | Kia Grenville
83, rue Maples
Grenville (819) 242-0115 | Longueuil Kia
1190, St-Laurent ouest
Longueuil (450) 651-5151 |
| Houle & Frères Kia
3265, chemin Gascon
Mascouche (450) 477-5550 | Bourassa Kia
1555b, boulevard St-Martin est
Laval (450) 669-7040 | Kia Serge Morand
202, Route 132
St-Constant (450) 635-4610 | Kia St-Eustache
410, rue Dubois
St-Eustache (450) 623-9004 |
| Gravel Kia
505, rue St-Jacques, St-Jean-sur-Richelieu
(450) 347-2835 | Kia Trois-Rivières
4200, boulevard Royal
Trois-Rivières (819) 373-7300 | Kia de Sherbrooke
4290, boulevard Bourque
Rock-Forest (819) 563-3737 | Kia de Granby
1348, rue Principale
Granby (450) 777-0332 |
| Kia Repentigny
815 A, rue Notre-Dame
Repentigny (450) 657-1031 | Ville Marie Kia
3010, rue Hochelaga
Montréal (514) 598-8800 | Kia de Valleyfield
2795, boulevard Hébert
St-Timothée (450) 370-0800 | Kia Victoriaville
445, boulevard Bois-Francis nord
Victoriaville (819) 758-5050 |

*Nos programmes de location sont établis suite à l'approbation du crédit de CREDIT KIA Canada inc. Ils sont applicables à toutes les nouvelles Sephia (SEP41Y) et Sportage (SP541Y) louées avant le 28 février 2000. Les véhicules ne correspondent pas à l'âge par essence à l'image qui en est montrée. Durée de location de 48 mois, avec remise au locataire, au taux de financement de location de 2,25 % pour la Sephia (SEP41Y) et de 2,85 % pour la Sportage (SP541Y) avec acompte ou, échange (équivalent de 1750 \$ pour la Sephia (SEP41Y) et de 2000 \$ pour la Sportage (SP541Y)). Premier paiement et dédit garanti, ainsi que paiements mensuels par la suite, de 169,21 \$, établis lors de la livraison de la Sephia (SEP41Y). Premier paiement et dédit garanti, ainsi que paiements mensuels par la suite, de 259,99 \$, établis lors de la livraison de la Sportage (SP541Y). L'obligation totale de location de la Sephia (SEP41Y), basée sur un prix de 4000 \$, incluant le coût de la main-d'œuvre de 515,00 \$, est de 9515,00 \$ et l'obligation totale de location de la Sportage (SP541Y), basée sur un prix de 4000 \$, incluant le coût de la main-d'œuvre de 515,00 \$, est de 10425,00 \$. Les coûts de location sont calculés sur la base d'une entente de 20 000 \$ par an (autres types de termes, veuillez agréer) et à la fin de la période, des frais supplémentaires de 25 \$ par semaine s'appliquent. Un minimum de 1000 \$ est requis pour la location. Les assurances et les taxes ne sont pas incluses et sont payables en plus. Cette offre est soumise à limitation et ne peut être combinée à aucune autre offre. Le concessionnaire peut avoir ou vendre pour moins cher. Voir un concessionnaire Kia participant pour les détails.



PRÉFÉRER
DES PLACEMENTS SÉCURITAIRES

**CPG 5 ANS
6,25%**

Cotisez en 2 temps, 3 mouvements

**1 888 TELNAT-1
www.bnc.ca**

 **BANQUE NATIONALE**
il faut penser autrement

Quoi faire cette semaine

Adressez vos communiqués à:
Rubrique *Quoi faire*
La Presse
7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

CONFÉRENCES

■ **Les Aliments transgéniques**, avec Nadine Bachand, le lundi 21 février à 19 h, au 3516, av. du Parc, Montréal. Organisée par le Centre d'écologie urbaine en collaboration avec Biotech Action Montréal (affilié au GRIP-UQAM). Entrée libre. Rens. : 514 282-8378.

■ **Châteaux forts et cathédrales de France**, avec Marie-Claude Déprez-Masson, le lundi 21 février à 13 h 30, Collège de Maisonneuve, 3800, rue Sherbrooke Est (local B-4420) — métro Pie-IX. Organisée par le Service à la communauté du Collège. Entrée : 9 \$. Inscription et rends. : 514 254-7131, poste 4942.

■ **Amas de galaxies compactes**, avec Mark Bratton, le lundi 21 février à 19 h 30, au chalet du parc Saint-Charles, 88, av. Saint-Charles, à Dorval. Organisée par le Club d'astronomie de Dorval. Entrée libre. Rens. : 514 697-8093.

■ **L'Astrophotographie**, avec Denis St-Gelais et Benoît Trudeau, le mardi 22 février à 19 h 30, au Centre des loisirs Saint-Mathieu, 7110, 8e avenue (métro Saint-Michel). Organisée par la Société d'astronomie de Montréal. Entrée libre. Rens. : 514 728-4422.

■ **La Diffusion de la littérature en Chine**, avec Jacques Lamontagne, le mercredi 23 février à 16 h 30, Université de Montréal, 3744, rue Jean-Brillant (salle 420-14). Organisée par le Centre d'études de l'Asie de l'Est de l'Université. Entrée libre. Rens. : 514 343-5970.

■ **La Terre de Baffin**, avec Sylvie Lemire, le mercredi 23 février à 19 h, à la Maison des cyclistes, 1251, rue Rachel Est, Montréal. Organisée par Géo Plein Air et Vélo Québec. Entrée : 10 \$. Réservation nécessaire : 514 521-8356, poste 344.

■ **La Simplicité volontaire**, avec Serge Mongeau, le mercredi 23 février à 19 h 30, au Centre St-Pierre, 1212, rue Panet — métro Beaudry. Organisée par l'Association coopérative d'économie familiale de l'Est de Montréal. Entrée : 8 \$. Réservation et rends. : 514 257-6622.

■ **La Peinture haïtienne**, avec Daniel Lord, le mercredi 23 février à 19 h 30, bibliothèque municipale de Brossard, 3200, boul. Lapinière. Présentée à l'occasion des *Belles Soirées* de la bibliothèque. Avec diapositives. Entrée libre. Rens. : 450 923-7045.

■ **Histoire et évolution de l'agriculture au Québec**, avec Yolande Baril Cécyre, le mercredi 23 février à 19 h 30, à la Maison Le Payeur, 54, rue Salaberry Sud, Châteauguay. Organisée par la Société du Musée du Grand Châteauguay. Entrée : 4 \$. Rens. : 450 698-3193.

■ **L'Aigle royal au Québec**, avec François Morneau, le mercredi 23 février à 19 h 30, à l'école Le Rucher, 855, rue des Érables, à Mascouche. Organisée par Le Club d'ornithologie des Moulins. Entrée : 5 \$. Rens. : 450 668-8626.

■ **Le Développement de la ville de Maisonneuve (1910-1917)**, avec Paul-André Linteau, le mercredi 23 février à 20 h, à l'auditorium Saint-Albert-le-Grand, 2715, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal. Organisée par l'Association culturelle T.X. Renaud. Avec diapositives. Coût : 7 \$, 4 \$. Rens. : 514 332-4126.

■ **La Place-des-Arts, icône architecturale**, avec Jean Ouellet, le jeudi 24 février à 19 h, au théâtre Paul-Desmarais du Centre Canadien d'architecture, 1920, rue Baile, Montréal. Entrée libre. Rens. : 514 939-7000.

■ *Le Dialogue des Carmélites*, avec Guy Marchand, le jeudi 24 février à 19 h 30, salle du conseil de la Ville de Repentigny, 435, boul. Iberville. Organisée par Arts, culture et sociétés de Repentigny. Entrée : 7 \$. Rens. : 450 581-0066.

■ **Instruments d'amatuer en astronomie**, avec René Desilets, le vendredi 25 février à 19 h 30, au Planétarium, 1000, rue Saint-Jacques Ouest — métro Bonaventure, sortie rue de la Cathédrale. Organisée par la Société d'astronomie du Planétarium de Montréal. Entrée libre. Rens. : 514 872-4530.

COURS, ATELIERS

■ **Les Lois sur le logement**. Le Carrefour d'interculturalités de Laval tient une rencontre d'information pour les locataires sur les lois du logement, le mardi 22 février à 17 h 30 (au 3200, boul. du Souvenir, local D-128, à Laval). Activité gratuite. Rens. : 450 686-0554.

■ **Résolution de conflits parents-adolescents**. La bibliothèque municipale Dollard-des-Ormeaux tient une rencontre d'information avec Alain Dumas qui présentera outils et suggestions pour aider les parents à résoudre les conflits inhérents à l'adolescence. Le mardi 22 février à 19 h, au 12 001, boul. de Salaberry, Dollard-des-Ormeaux. Inscription et rends. : 514 684-1496.

■ **Comprendre les adolescents**. L'Hôpital de Montréal pour enfants tient une rencontre d'information avec le Dr Mounir Samy, sur le thème *Comment comprendre votre adolescent*, le mardi 22 février à 19 h (au 1200, rue Tupper — métro Atwater). Entrée libre. Inscription nécessaire. Rens. : 514 934-4307.

■ **Les Hausses de loyer**. Le Comité logement de la Petite Patrie offre aux locataires des rencontres d'information sur leur droit de refuser une hausse de loyer, tous les mercredis de février à 13 h 30, au 6747, rue Saint-Denis — métro Beaubien. Activité gratuite. Inscription nécessaire : 514 272-9006.

■ **Le Logement social**. Le Comité logement Rosemont organise une assemblée sur le logement social (pour les locataires), le jeudi 24 février de 12 h à 13 h 30 (au 5095, 9e Avenue, Montréal). Entrée libre. Inscription nécessaire : 514 597-2581.

BÉNÉVOLAT

■ **Auprès d'élèves**. Un organisme du quartier Rosemont recherche des bénévoles désireux de s'impliquer auprès d'élèves d'une école secondaire (I, II, III), deux fois par semaine entre 17 h et 18 h 45, pour leur procurer de l'aide dans les matières suivantes : français, mathématiques et anglais. Rens. : 514 523-6599, Service bénévole de l'est de Montréal.

■ **Auprès des handicapés visuels**. Le Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain recherche des bénévoles lecteurs et lectrices pour la diffusion d'information auprès de personnes handicapées visuelles : Publi-Phone est un service de lecture de publications enregistrées sur boîtes vocales qui permet aux aveugles

de consulter journaux, magazines, circulaires d'épicerie, etc. Rens. : 514 277-4401, poste 102.

■ **Auprès des itinérants**. Hébergement La CASA Bernard-Hubert à Longueuil, un organisme qui accueille des hommes de 18 ans et plus ayant le désir de se sortir de l'itinérance, recherche des bénévoles pour servir les repas, effectuer du travail de bureau et participer à des activités sportives ou culturelles. Rens. : 450 442-4777.

■ **Auprès des personnes âgées**. Un centre d'hébergement de longue durée à Ville-Émard recherche des bénévoles pour offrir de l'aide lors d'activités sociales et à l'heure des repas. Rens. : 514 842-3351, Centre d'action bénévole de Montréal.

■ **Chapeaux et perruques**. L'atelier de location de costumes du Centre d'action bénévole La Mosaique recherche des bénévoles pour l'entretien de chapeaux et de perruques ; le travail s'effectue à domicile (l'organisme offre une formation). Le Centre est situé au 173, rue René-Philippe, à Le-Moyne. Rens. : 450 465-1803.

GROUPES D'ENTRAIDE

■ **Éducation et droit de la personne**. Les parents d'enfants handicapés intellectuels sont invités à assister à une rencontre d'information sur les droits de leurs enfants à l'intérieur du système scolaire, le mardi 22 février à 19 h 30, au 111, rue Donegani, à Pointe-Claire. Organisée par l'Association de l'Ouest de l'Île pour les handicapés in-

vrier de 13 h 30 à 16 h, au 2005, rue Victor-Doré, bureau 220, Montréal. Activité gratuite. Inscription nécessaire : 514 336-3733.

■ **Le Deuil**. Info-Femmes présente une conférence avec Johanne Mercier, ayant pour thème *Apprivoiser son deuil*, le mercredi 23 février à 19 h (au 2185, rue Des Ormeaux, Montréal). Les étapes du deuil et les sentiments relatifs à cet événement. Coût : 6 \$. Rens. : 514 355-4529.

HOMMES

■ **Rencontres entre pères**. L'organisme RE-PÈRE tient des soirées d'échanges et de discussion tous les mardis de 19 h à 22 h, au 39-A, boul. Gouin Ouest, Montréal. Activités gratuites. Entrée libre. Rens. : 514 332-0089.

■ **Testament, héritage, etc.** L'Association des pères gais de Montréal présente une conférence intitulée *Testament, testament biologique, héritage, dons d'organes : des gestes responsables !*, le mardi 22 février à 19 h 30, au Comité social Centre Sud, 1710, rue Beaudry — métro Beaudry. Entrée libre. Rens. : 514 990-6014.

■ **Pères Séparés** organise une rencontre ayant pour thème *L'Échec du couple : pourquoi est-ce si pénible émotivement pour les hommes*, le mardi 22 février à 20 h, au 2800, rue Bossuet — métro Cadillac. Coût : 2 \$. Rens. : 514 896-1409.

■ **Papa qu'est-ce qu'on mange ce soir ?** La



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Que mangerons-nous ce soir?

Les aliments qui contiennent des gènes modifiés affectent-ils notre santé? Nadine Bachand répondra ce soir à ces questions parmi d'autres lors d'une conférence organisée par le Centre d'écologie urbaine. Voir sous la section Conférences.

tellectuels et animée par Shirley Sama. Rens. : 514 694-7090.

■ **Les Troubles anxieux**. L'Association québécoise des parents et amis du malade mental présente une conférence du Dr Nicole Mainguy, intitulée *Les Troubles anxieux*, le mardi 22 février à 19 h 30, pavillon Mailloux de l'hôpital Notre-Dame (1560, rue Sherbrooke Est, Montréal). Entrée libre. Rens. : 514 524-7131.

■ **Solidarité alternative en santé mentale** offre les ateliers suivants pour la présente saison : initiation à Internet, céramique, méditation, écriture, dessin, etc. L'organisme est situé au 1369, rue Beaubien, Montréal. Coût : 10 \$, 5 \$. Rens. : 514 271-9483.

■ **L'Association des bègues du Canada** offre pour toute personne désireuse d'améliorer son élocution, des rencontres les mercredis à 19 h 30, au pavillon Mailloux de l'hôpital Notre-Dame (1560, rue Sherbrooke Est, Montréal). Rens. : 514 353-1042 ou écrire au 7801, rue Sainte-Claire, Montréal, H1L 1V8.

■ **Services juridiques pour les jeunes**. L'Association du Jeune Barreau de Montréal offre le service *Mercredi, j'en parle à mon avocat*, informations juridiques gratuites s'adressant aux jeunes de 20 ans et moins : il est possible de discuter avec un avocat tous les mercredis entre 16 h et 18 h en téléphonant au (514) 954-3446.

■ **Service d'impôt**. La Coopérative d'éducation populaire des citoyens d'Olier offre un service d'impôt gratuitement aux personnes à faible revenu. Les rencontres auront lieu les lundis 28 et mardi 29 février à 20 h, et les mercredis 1er et jeudi 2 mars à 20 h (au 772, rue Rachel Est — métro Mont-Royal). Réservation obligatoire : 514 525-1829.

FEMMES

■ **Arts plastiques**. Le Centre des femmes du Plateau Mont-Royal offre un atelier d'arts plastiques (technique de collage) sur le thème *Célébration des femmes*, le mercredi 23 février à 13 h 30 (au 1022, boul. Saint-Joseph, Montréal). Coût : 2 \$. Inscription nécessaire : 514 527-2295.

■ **Les Femmes et l'argent**. Le Centre des femmes de Laval tient une rencontre d'information sur le thème *Les Femmes et l'argent*, animée par Lucie Gagnon, le jeudi 23 février à 13 h 30 (au 70, rue Lahaie, Pont-Viau, Laval). Coût : carte de membre annuelle de 10 \$. Rens. : 450 629-1991.

■ **Concertation-Femmes** organise une rencontre sur le thème *Prendre les meilleures décisions pour soi*, animée par Marie-Béti Collot, le mercredi 23 fé-

maison de Jonathan organise une activité pour les pères accompagnés de leurs enfants de 10 à 15 ans : il s'agit de préparer un repas et de repartir avec les portions mijotées. Le samedi 26 février de 13 h à 16 h, au 81, rue Saint-Jean, à Longueuil. Activité gratuite. Inscription obligatoire : 450 670-4099.

SANTÉ

■ **Hyperactivité et troubles de l'attention**. Le groupe Panda Pointe-de-l'Île présente une conférence intitulée *Apprivoiser les troubles du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité chez l'enfant*, avec Christiane Gravel, le mercredi 23 février à 19 h, au CLSC Rivière-des-Prairies (8655, boul. Perras, Montréal). Entrée libre. Rens. : 514 494-3623, poste 623.

■ **Violence politique et santé mentale des femmes**. Le Centre d'excellence pour la santé des femmes présente une conférence avec Gilles Bibeau et Celia Rojas-Viger, intitulée *Impact de la violence politique pré-migratoire sur la santé mentale des femmes latino-américaines de Montréal*, le jeudi 24 février à 12 h, au pavillon Marguerite-d'Youville de l'Université de Montréal, 2375, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, salle 2041. Entrée libre. Rens. : 514 343-6758.

■ **VIH et droit**. Le Comité des personnes atteintes du VIH du Québec organise son 3e colloque *VIH et droit*, le jeudi 24 février à 13 h, à l'auditorium du pavillon Jeanne-Mance, Hôtel-Dieu (3840, rue Saint-Urbain, Montréal). Au programme : droit du travail, droit médical, droit des assurances, etc. Entrée libre. Inscription et rends. : 514 521-8720.

■ **La Sexualité et la grossesse**. Alternative Naissance présente une conférence intitulée *La Sexualité pendant la grossesse et après l'accouchement*, avec Catherine Couture, le jeudi 24 février à 19 h, au 6006, rue de Bordeaux (coin de Bellechasse). Coût : 7 \$, ou 10 \$ par couple. Rens. : 514 274-1727.

■ **Physiothérapie**. La clinique-école de réadaptation physique du Collège Montmorency offre des traitements de physiothérapie, les lundis, mercredis et vendredis de 12 h à 18 h (au 475, boul. de l'Avenir, Laval). Un diagnostic médical est requis. Coût : 15 \$ (adulte), 10 \$ (étudiant). Rendez-vous et rends. : 450 975-6292.

CULTUREL

■ **Rencontre avec l'auteur**. La bibliothèque de la ville de l'Île-Bizard organise une rencontre avec André Noël, auteur du livre *Le Seigneur des rutabagas*, le mardi 22 février à 20 h (au 500, rue de

l'Église). Laissez-passer gratuits disponibles. Rens. : 514 620-6331, poste 142.

■ **Cinéma**. Le Ciné-Campus de l'Université de Montréal présente le film *Un pont entre deux rives* de Gérard Depardieu et Frédéric Auburtin, les mardi 22 et mercredi 23 février à 17 h 15, 19 h et 21 h, au Centre d'essai du pavillon J.A.-DeSève (2332, boul. Édouard-Monpetit, 6e étage). Entrée : 3,99 \$. Rens. : 514 343-6524.

■ **Récital de piano**. La Faculté de musique de l'Université de Montréal présente un récital de piano de la classe de Claude Savard, le mercredi 23 février à 19 h 30, au 200, av. Vincent d'Indy, salle B-421. Au programme : Bach, Beethoven, Chopin, Debussy et autres. Entrée libre. Rens. : 514 343-6427.

■ **Poésie jeunesse**. Place aux poètes présente une soirée avec dix-neuf jeunes poètes dont Laurent Cauchon, Anabel David, Suzanne Lafrance et François Pilote, le mercredi 23 février à 20 h, au salon Émile-Nelligan de la Maison des écrivains, 3492, rue Laval — métro Sherbrooke. Animée par Janou Saint-Denis. Entrée libre. Rens. : 514 849-8540.

■ **Artistes peintres recherchés**. Nuit Blanche sur Tableau Noir, événement en arts visuels de Montréal, recherche cent artistes peintres intéressés à participer à la *Grande fresque de nuit*, le 15 juin sur l'avenue du Mont-Royal. Les artistes intéressés doivent envoyer leur candidature avant le vendredi 25 février. Rens. : 514 522-3797.

HORTICULTURE

■ **Bassins et jardins d'eau**. La Société d'horticulture d'Outremont présente une conférence donnée par Danielle Bilodeau et Robert Lapalme, intitulée *Bassins et jardins d'eau*, le lundi 21 février à 20 h, à la bibliothèque municipale (41, rue Saint-Just, Outremont). Coût : 3 \$. Rens. : 514 737-7979.

■ **Jardinage écologique**. La Société d'horticulture et d'écologie de Candiac présente une conférence intitulée *Planification et organisation écologique pour le potager*, avec Yves Gagnon, le mardi 22 février à 19 h 30, à l'hôtel de ville de Candiac (102 A, rue Montcalm Nord). Coût : 4 \$. Rens. : 450 635-6020.

■ **Les Auges alpines**. La Société d'horticulture environnementale des villes de l'Île Perrot présente une conférence donnée par Maria Galletti, sur les auges alpines, le mercredi 23 février à 19 h, au 150, boul. Perrot, Ville Île Perrot. Coût : 6 \$. Rens. : 514 425-1671.

■ **L'Entretien des arbres fruitiers**. La Société d'horticulture et d'écologie de Prévost présente une conférence, avec Daniel Reed, traitant des arbres fruitiers et du contrôle biologique, le mercredi 23 février à 19 h 15, à l'école Val-des-Monts (872, rue de l'École, à Prévost). Coût : 3 \$. Rens. : 450 227-5123.

■ **L'aménagement du jardin**. La bibliothèque publique de Pointe-Claire présente une conférence de Stefan Sobkowiak, traitant des principes de base de l'aménagement d'un jardin, le mercredi 23 février à 19 h 30, au 100, rue Douglas Shand. En français avec présentation de dispositifs. Entrée libre. Rens. : 514 630-1218.

■ **Jardins pour les jeunes**. Le Jardin botanique de Montréal offre aux jeunes de 8 à 15 ans l'activité *Jardins Jeunes*, à partir du mois d'avril jusqu'en septembre : préparation des semis en avril, plantation en mai et juin, travaux au jardin en juin, juillet et août, puis récolte des légumes. Coût : 15 \$. Inscription au Jardin botanique les samedis et dimanches de 9 h à 17 h, du samedi 26 février au 29 mai (4101, rue Sherbrooke Est — métro Pie-IX). Rens. : 514 872-0956.

RETRouvAILLES

■ **L'Association des Juneau d'Amérique** invite tous les Juneau à un grand ralliement à Québec, les vendredi 23, samedi 24 et dimanche 25 juin à Québec. Rens. : 418 878-2366, 819 523-2452.

■ **L'Association des Jean d'Amérique** organise pour tous les descendants de Pierre Jean et Francoise Favreau une fête de retrouvailles à Québec en juillet 2000. Au programme : réceptions, lancement d'un livre, visites commentées, etc. Rens. : 450 661-4496

■ **La Maison du Père**. À l'occasion du 30e anniversaire de fondation des Oeuvres de la Maison du Père, tous les bénévoles qui ont travaillé pour cet organisme sont invités à un brunch retrouvailles qui se tiendra le dimanche 7 mai à Montréal. Rens. : 514 845-0168.

■ **École secondaire La Dauversière**. Une soirée des anciens finissants de 1975 de l'école secondaire La Dauversière se tiendra le vendredi 2 juin. Rens. : 514 334-4577.

■ **Académie Langlois d'Hemmingford**. Toutes les personnes qui ont oeuvré à l'Académie Langlois d'Hemmingford sont invitées à un repas-retrouvailles, le mardi 22 août à 18 h, au restaurant Loco Loco du Parc Safari à Hemmingford. Réservation et rends. : 450 297-3758.

DIVERS

■ **Tournoi d'échecs sur Internet**. Le Groupe LGS organise un tournoi d'échecs sur Internet à l'intention des informaticiens (professionnels ou étudiants), du jeudi 24 février au 18 mars. Alexandre Lesiège participera à la simulannée avec les 15 finalistes du tournoi. En collaboration avec la Fédération québécoise des échecs. Activité gratuite. Inscription jusqu'au mercredi 23 février : www.lgs.com. Rens. : 514 861-2673.

■ **Tours de ville**. À l'occasion de la Journée internationale des guides touristiques, des tours de ville gratuits à Montréal sont offerts ce lundi 21 février de 10 h à 13 h 30. Départ : débarcadere du Palais des Congrès, 201, rue Viger Ouest — métro Place d'Armes. Réservation et rends. : 514 990-9849.

■ **Exposition de motocyclettes**. Le Musée Motoplan présente la collection de Raymond Chassé (40 motos), et les créations de Cédric Loth, sculpteur sur bronze, les mercredis 23 février de 12 h à 22 h et jeudi 24 février de 10 h à 22 h, au Palais des Congrès (201, rue Viger Ouest — métro Place d'Armes). Entrée libre. Rens. : 514 871-3170.

■ **Randonnées pédestres**. Randonnées Plein Air organise des marches rythmées en groupe sur le Mont-Royal, tous les lundis et mercredis matins. Départ à 9 h 45, au coin des avenues du Parc et du Mont-Royal Ouest. Coût : 2 \$. Rens. : 514 524-5925.

Recherche et textes
André Cloutier

Ottawa confirme: une bombe atomique désarmée a été larguée dans le fleuve en 1950

Presse Canadienne
OTTAWA

Le ministre de la Défense nationale, Art Eggleton, vient de confirmer pour la première fois qu'un avion B-50 des forces de l'air américaines a décollé de la base de Goose Bay « emportant avec lui le corps désarmé d'une bombe Mark IV », c'est-à-dire d'une bombe nucléaire, et perdu cette bombe au-dessus du Saint-Laurent en janvier 1950.

Les autorités du temps avaient prétendu qu'il s'agissait de trois bombes conventionnelles de 500 livres chacune.

Le 10 janvier 1950, affrontant des problèmes de moteur, le pilote avait suivi les consignes et largué sa cargaison à la mer après s'être assuré « au moyen d'un examen visuel et du radar » qu'aucun navire ne circulait sur le fleuve à ce moment, peut-on lire dans une missive émanant du bureau de M. Eggleton.

« Peu avant 16 h, il a jeté le corps de la bombe au milieu du Saint-Laurent d'une altitude de 10 000 pieds. Puisqu'il s'agissait d'une pièce d'une arme nucléaire, les 2000 kilos d'explosifs qui servaient à provoquer l'implosion du matériel fissile ont été utilisés pour détruire la bombe à une altitude de 2500 pieds ».

Par conséquent, il n'y a pas d'ogive nucléaire au fond du Saint-Laurent au large de Rivière-du-Loup, s'il faut en croire la lettre que vient d'adresser M. Eggleton au député bloquiste de Kamouraska, Paul Crête, et dont *Le Soleil* a obtenu copie.

Ce dernier s'était inquiété l'automne dernier d'un article du *Bulletin of Atomist Scientist* relançant une controverse vieille de 40 ans sur une explosion survenue au-dessus du fleuve et qui était demeurée camouflée dans les secrets du Pentagone depuis ce temps.

Selon les lignes de conduite du Commandement américain, « les éléments radioactifs nécessaires pour transformer celle-ci en bombe nucléaire, noyaux de plutonium ou

d'uranium, avaient été retirés et n'étaient pas à bord de l'appareil », écrit le ministre.

De plus, « l'absence de ces éléments rendait toute explosion nucléaire impossible. L'explosion qui a eu lieu au-dessus du Saint-Laurent peut être décrite comme l'explosion d'une bombe conventionnelle et ne pose aucune inquiétude sur les plans de l'environnement et de la radioactivité ».

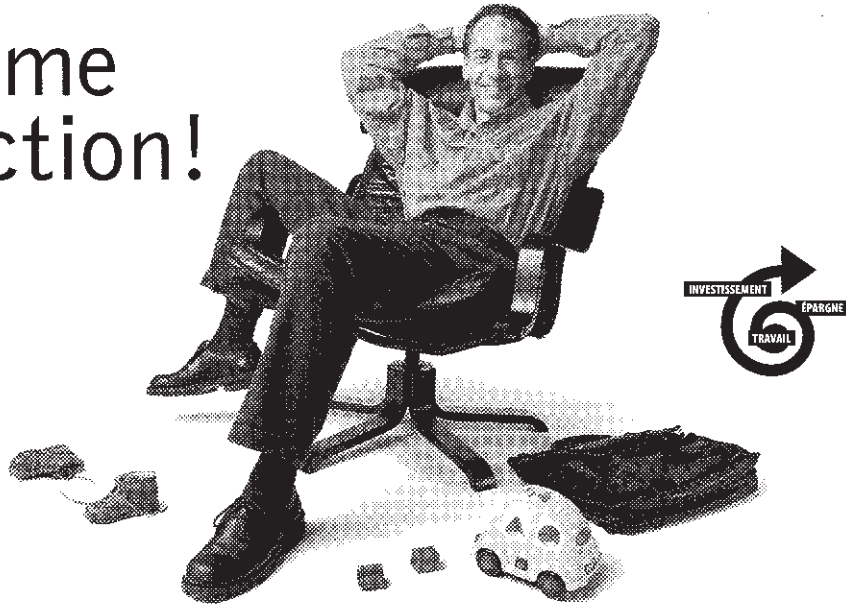
Les citoyens de deux rives avaient alors entendu, le 10 janvier de cette année-là, une explosion sourde au-dessus du fleuve et aperçu un épais nuage jaune pâle. Suivit « un véritable grondement de tonnerre », selon un témoin de l'époque.

Estimant que le Canada n'avait pas autorisé les États-Unis à transporter des bombes « actives » au-dessus du pays, le ministère des Affaires extérieures entendait exiger « une explication complète et immédiate de l'incident ».

Or, trois jours plus tard, tout penaud, le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, A.D.P. Heeney, expliquait dans une autre note au dossier qu'il n'avait pas porté plainte auprès de l'ambassadeur américain parce qu'il venait d'apprendre que l'aviation canadienne était parfaitement au courant de l'opération.

Le haut fonctionnaire écrivait dans son rapport qu'il lui était impossible de maintenir la ligne dure en faisant semblant qu'il ne savait rien de ces vols entre Goose Bay, à Terre-Neuve, et les États-Unis.

J'aime l'action!



Celle de Fondation qui me fait bénéficier d'une double économie d'impôt (REER + fonds de travailleurs) pouvant atteindre 82 %!

Et avec la déduction à la source à chaque paie, j'épargne sans effort.

Ça se fait tout seul! L'épargne à Fondation, c'est économique et aussi créateur d'emplois chez nous. Je peux relaxer, Fondation travaille pour moi, pour nous!

FONDATION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

514-525-5505 / 1 800 253-6665

www.fondaction.com

Ceci ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez toutes les informations pertinentes dans le prospectus de Fondation disponible à nos bureaux.

2814226

Limogée de Buckingham, elle nie avoir voulu empoisonner la reine Elizabeth

Associated Press
LONDRES

Une employée des cuisines royales, soupçonnée d'avoir raconté à ses collègues qu'elle pouvait aisément empoisonner la reine Elizabeth II, a été limogée, a annoncé hier le palais de Buckingham.

Selon Buckingham, Monica Traub, 46 ans, avait raconté dans les cuisines qu'elle avait l'opportunité de mettre du poison dans les plats destinés à la reine sans qu'elle puisse être repérée.

La presse a indiqué que ses commentaires avaient été portés à la connaissance du maître de maison du palais de Buckingham lorsqu'elle a demandé où elle pouvait se procurer du cyanure.

Monica Traub, embauchée comme concierge en décembre dernier, a été officiellement licenciée il y a un mois. Dans la lettre de licenciement, l'assistant maître de maison du palais de Buckingham, Andrew Farquharson, écrit : « Cette action est considérée comme un acte grossier de mauvaise conduite et, comme vous êtes encore en période d'essai, je suis en mesure de vous renvoyer sans préavis. »

Monica Traub, qui aurait tenu ses propos à la résidence de la reine Elizabeth à Sandringham, dans l'est de l'Angleterre, s'est déclaré choquée. « J'ai été virée car ils disent que je voulais empoisonner la reine », a-t-elle dit, citée par le tabloïd *News of the World*. « Je ne sais pas ce que c'est que le cyanure ni même à quoi ça ressemble. »

Ordination de la première femme prêtre en Suisse

Associated Press
SOLEURE

L'Église catholique a ordonné à Soleure la première femme prêtre de Suisse. Plusieurs centaines de personnes ont assisté à l'ordination de Denise Wyss lors d'un service religieux à l'Église franciscaine, selon un communiqué de l'église.

Denise Wyss a été revêtue samedi de la chasuble et de l'étole en signe de sa nouvelle fonction. Elle a déclaré, à l'issue de l'ordination, qu'elle ne cherchait aucunement une fonction de représentation. Elle a ajouté : « J'espère que je contribuerai, dans ma nouvelle tâche, à faire en sorte que l'image d'une femme prêtre catholique célébrant l'eucharistie sur l'autel et accompagnant les hommes au cours des événements importants de la vie, appartienne bientôt à la normalité ».

Denise Wyss, 35 ans, est née à Soleure et a étudié à Lucerne et Zurich avant d'entrer à l'Église catholique-chrétienne. Elle a achevé ses études théologiques à la Faculté catholique de Berne. Elle dirigera la paroisse de Baden-Brugg.

L'Église catholique de Suisse est la quatrième Église de l'Union d'Utrecht à ordonner une femme à la prêtrise. Elle a été précédée par celles d'Allemagne, d'Autriche et des Pays-Bas. En Suisse, le synode des catholiques-chrétiens a ouvert la prêtrise aux femmes en 1999, après une dizaine d'années de discussions. L'Église catholique-chrétienne, qui compte 12 000 membres, est la plus petite des trois Églises officielles de Suisse.

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

21 février 2000

Page A22 manquante

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

21 février 2000

Page A24 manquante